



**COMMANDEMENT SUPERIEUR
DES FORCES ARMEES
DANS LA ZONE SUD DE L'OCEAN INDIEN**



**DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE DE
LA DEFENSE DE SAINT DENIS**
Caserne Lambert
Av Du Chef Lambert –BP50800
97476 SAINT DENIS CEDEX 09-REUNION

N° Opération : 27327321-CSPS

Réf. client : 02 RN 24

**Maître d'ouvrage
ETAT-Ministère des Armées**

Plan Général de Coordination

Sécurité et Protection de la Santé

Réhabilitation du bâtiment 010

Caserne CBA Dupuis



Opération de 2° catégorie

Date d'établissement ou de modification	Indice version	Objet de la version ou de la mise à jour	CERFEX
28/11/2024	1	AVP	P. MECHIN
06.03/2025	2	Observations MO / MOE	P. MECHIN

SOMMAIRE

1	RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION	4
2	RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION	5
2.1	PRESENTATION DU PROJET	5
2.2	PRESENTATION DES INTERVENANTS	9
2.3	DOCUMENTS ET PIECES FOURNIS AU CSPS POUR ELABORER SON P.G.C.	9
2.4	AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES	9
2.5	RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS (ADRESSES UTILES)	9
3	MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIERE	10
3.1	CONSTRAINTES D'ENVIRONNEMENT DE SITE	10
3.2	MESURES D'ORGANISATION GENERALE	13
3.3	PRESENCE D'EQUIPEMENTS OU D'AMENAGEMENTS	19
3.4	MILIEUX ou DANGERS PARTICULIERS	19
3.5	CALENDRIER D'EXECUTION TCE	24
3.6	PENALITES	25
3.7	DISPOSITIONS A METTRE EN ŒUVRE DURANT TOUTE LA DUREE DES TRAVAUX	26
4	MESURES DE COORDINATION SPS	28
4.1	PROTECTIONS COLLECTIVES :	28
4.2	PROTECTIONS INDIVIDUELLES :	28
4.3	ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES OU VERTICALES	28
4.4	APPROVISIONNEMENTS	29
4.5	ZONES DE STOCKAGE	30
4.6	ELIMINATION OU D'EVACUATION DES DECHETS ET DES DECOMBRES	30
4.7	LES CONDITIONS D'ENLEVEMENT DES MATERIAUX DANGEREUX UTILISES	31
4.8	PROTECTIONS COLLECTIVES, ACCES PROVISOIRES ET DEINSTALLATION ELECTRIQUE	32
4.9	LES MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE	33
5	SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER	39
5.1	INTERFERENCES AVEC UN ETABLISSEMENT EN ACTIVITE OU AU VOISINAGE	39
6	MESURES GENERALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT	40
6.1	CANTONNEMENTS ET NETTOYAGES DES CANTONNEMENTS	40
6.2	NETTOYAGES DE CHANTIER :	40
6.3	BENNES ET ENLEVEMENT DES DECHETS	40
7	RENSEIGNEMENTS PRATIQUES CONCERNANT LES SECOURS	41
7.1	Procédure d'organisation des secours	41
8	MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRENEURS	43
8.1	Modalités pour chantier soumis à la constitution d'un Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT)	43
8.2	Modalités pour chantier non soumis à C.I.S.S.C.T.	43
8.3	Clauses à insérer dans les marchés de travaux et de maîtrise d'œuvre	43
8.4	Sous-traitance	43
8.5	Intérimaires	44

9 ANNEXES AU P.G.C.

45

Annexe 1 : Schéma de la chaîne d'alerte des secours CBA DUPUIS

48

Annexe 2 : Message d'appel des secours

49

Note aux intervenants :

Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé, établi par le Coordonnateur S.P.S. de l'opération, constitue une pièce du dossier de consultation des entreprises.

Le P.G.C. CONCERNE L'ENSEMBLE DES INTERVENANTS. Les éléments contenus dans le présent document ont un caractère obligatoire.

Les entreprises contractantes y compris les sous-traitants et travailleurs indépendants devront en tenir compte notamment pour l'élaboration de leurs Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.)

Des réunions de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé pourront être organisées, les intervenants convoqués seront tenus d'être présents.

Conformément à l'article L 235-5 du code du travail, l'intervention du coordonnateur ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des autres dispositions du présent code, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil

1 RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

Articles L.4121-2 & 3 et L.4531-1 du Code du Travail

1. Eviter les risques ;
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
3. Combattre les risques à la source ;
4. Adapter le travail de l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment d'atténuer le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
5. Tenir compte de l'état de l'évolution de la technique ;
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou ce qui est moins dangereux ;
7. Planifier la prévention en visant un ensemble cohérent qui intègre dans la prévention la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants au travail ;
8. Prendre les mesures de protection collective par priorité à des mesures de protection individuelle ;
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs ;

La loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993, par son article L.4531-1, impose au Maître d'Ouvrage, aux Maîtrises d'Œuvres (Architectes, OPC etc...) et au Coordonnateur SPS, la prise en compte des Principes Généraux de Prévention.

Les différents entrepreneurs doivent prendre parfaite connaissance du présent document, en retirer les éléments nécessaires à la mise au point de leur proposition et se conformer rigoureusement lors de l'exécution des travaux, aux dispositions qu'il contient.

Les prestations définies dans ce document font partie intégrante du marché de chaque entreprise.

Les éléments contenus dans le présent document ont un caractère obligatoire. Les entreprises contractantes y compris les sous-traitants et travailleurs indépendants doivent en tenir compte notamment pour l'élaboration de leurs PLANS PARTICULIERS DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S.).

En matière de sécurité et de protection de la santé du personnel, les entreprises ont non seulement une obligation de moyen, mais également une obligation de résultat.

La tenue des délais ne saurait en aucun cas être un motif d'infraction aux règles de sécurité. Les entreprises sont par conséquent tenues de prévoir et de mettre en œuvre les moyens compatibles avec la sécurité et les délais.

Article L.4532-6 du code du travail :

L'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie ni la nature, ni les responsabilités qui incombent aux entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé.

Le coordonnateur a été nommé en phase **Conception**

Ce PGC a été réalisé sur la base :

- des documents en phase AVP
- de la visite préalable sur site
- des documents fournis par la Maîtrise d'ouvrage et la Maîtrise d'Oeuvre

2 RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION

2.1 PRESENTATION DU PROJET

Nature de l'opération	Rénovation de l'antenne médicale bâtiment 010
Adresse	2 ^{ème} RPIMA - Caserne Dupuis – Pierrefonds – St Pierre - Réunion
Catégorie de l'opération	Catégorie 2
Descriptif sommaire	<p>L'opération à pour but de rénover le clos, le couvert et la mise aux normes de l'intérieur du bâtiment.</p> <p>L'accessibilité du bâtiment est repensée de manière à permettre l'accès à un brancard.</p> <p>Ce marché comprend principalement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Les travaux de réfection des étanchéités des toitures-terrasses <input type="checkbox"/> Les travaux de menuiseries extérieures <input type="checkbox"/> Les travaux de menuiseries intérieures <input type="checkbox"/> Les travaux de plomberie sanitaire <input type="checkbox"/> Les travaux de revêtements de sols <input type="checkbox"/> Les travaux de revêtements muraux <input type="checkbox"/> Les travaux d'électricité <input type="checkbox"/> Les travaux de climatisations et de ventilation
Durée	14 mois y/c congés BTP + 3 mois de période de préparation
Date prévisionnelle de démarrage	1^{ER} semestre 2026

Les entreprises adjudicataires remettront obligatoirement au Maître d'œuvre à la signature des marchés, leur planning main- d'œuvre (en salariés compris ceux des sous-traitants) suivant le planning général du Maître d'Œuvre joint au D.C.E.

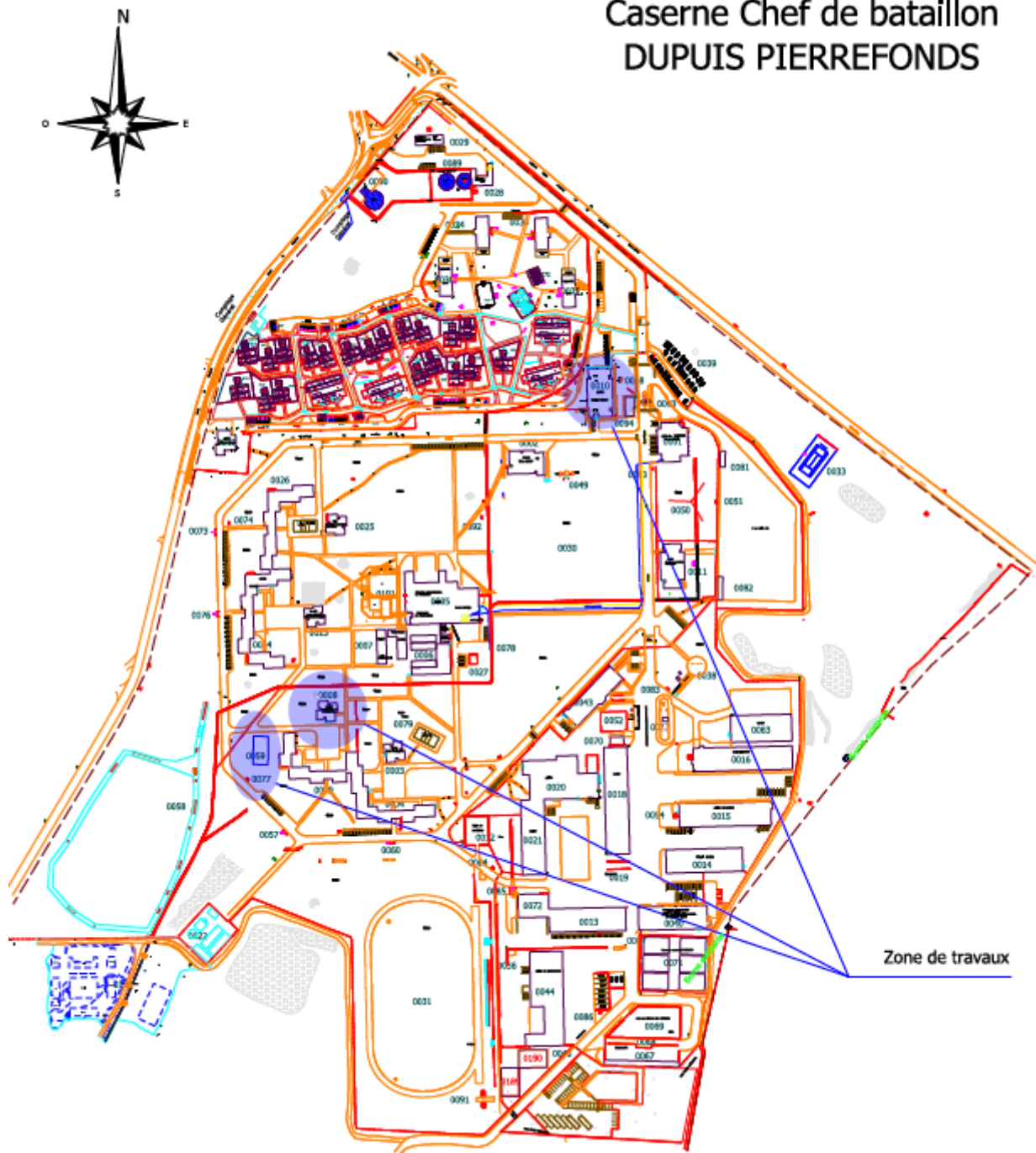
Ce document devra faire apparaître le nombre total d'heures nécessaire pour l'exécution complète du lot concerné. Ceci afin de déterminer avec précision le volume global hommes/jour de cette opération.

Allotissement :

A définir.

PLAN DE MASSE DES ZONES DE TRAVAUX

Caserne Chef de bataillon DUPUIS PIERREFONDS



PHASAGE DE L'OPERATION

Phase 1 : Travaux préalables de rénovation mineure du bâtiment 008 et de mise en place de bungalows (8 bungalows de 15m²) puis déménagement des entités

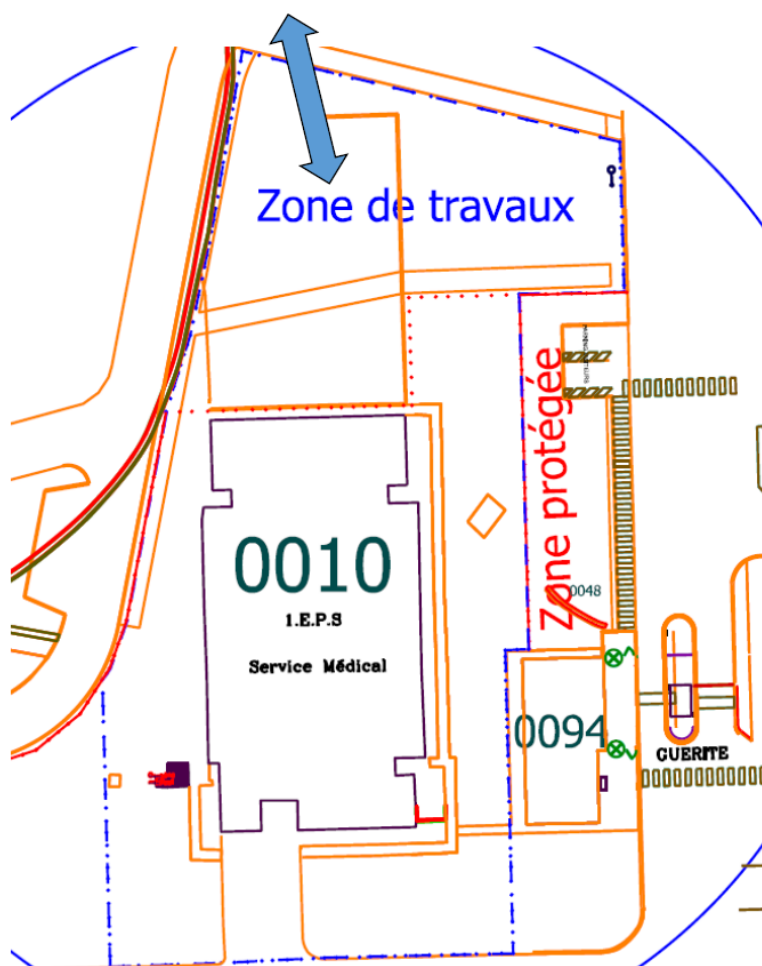
Phase 2 : Rénovation de l'antenne médicale du bâtiment 010 en une seule tranche

CALENDRIER PREVISIONNEL


	déc-25	janv-26	févr-26	mars-26	avr-26	mai-26	juin-26	juil-26	août-26	sept-26	oct-26	nov-26	déc-26	janv-27	févr-27	mars-27	avr-27	mai-27
Période de préparation																		
Période d'exécution des travaux	Modulaires			MEP														
	Bât 008																	
	Bât 010																	
Réception																		
Remise d'ouvrage																		

ZONE TRAVAUX BATIMENT 0010

La clôture de sûreté sera préalablement modifiée pour sortir le bâtiment 010 de la zone protégée.
 La zone des travaux se fera dans l'enceinte d'un chantier clos et indépendant.



2.2 PRESENTATION DES INTERVENANTS

<i>Destinataires</i>	<i>Nom</i>	<i>Adresse</i>	<i>Contact</i>
Maître d'Ouvrage	Etat – Ministère des Armées	Direction d'Infrastructure de la Défense de Saint-Denis (La Réunion) Secrétariat général pour l'administration	TSEF Karim ZOUBERT Conducteur d'Opération (DID/SGA) 0262 93 53 04 0693 45 00 76
Maître d'Oeuvre	Etat – Ministère des Armées	Direction d'Infrastructure de la Défense de Saint-Denis (La Réunion)	IPMI Pierre SELLES Chef de la section maîtrise d'oeuvre 0262 93 31 25 ADC Philippe DUVOID Conducteur de Travaux/SMOe 0262 93 53 08 0692 70 37 29
CSPS	 Votre partenaire pour la sécurité des Hommes, de vos Projets	280 Chemin LELIEVRE 97436 SAINT LEU ☎ 0692436235	Titulaire Philippe MECHIN mechin.cerfex@gmail.com 06 92 20 25 05 Suppléant Yanick SAVIGNY societe.cerfex@gmail.com

Les informations relatives aux titulaires des marchés et sous-traitants éventuels seront tenues à jour tout au long de l'opération au travers du Registre Journal de Coordination de Sécurité, par le coordonnateur.

2.3 DOCUMENTS ET PIECES FOURNIS AU COORDONNATEUR POUR ELABORER SON P.G.C. :

Dossier de la phase AVP

Visite préalable du site avec l'exploitant

2.4 AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES

Demande de contrôle élémentaire à la Caserne pour rentrer sur le site

Demande de permis de feu à l'exploitant

Plan de prévention avec l'exploitant

2.5 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS (ADRESSES UTILES)

θ Organismes de prévention :

<i>Destinataires</i>	<i>Nom</i>	<i>Adresse</i>	<i>Contact</i>
CGSS	SERVICE PREVENTION	4 bd Doret 97400 SAINT DENIS	prevention@cgss.re Tél : 0262 90 47 00 Fax : 0262 90 47 01
INSPECTION DU TRAVAIL	Nathalie GROSS	45, rue Marius et Ary Leblond 97410 Saint Pierre Cedex Fax : 0262 94 07 78	nathalie.gross@dieccte.gouv.fr Tél : 02 62 94 07 62 Télécopie : 02 62 94 07 78
MEDECINE DU TRAVAIL	INTERMETRA	1 imp Mouettes, St Pierre 97410 SAINT PIERRE	Tél : 02 62 41 42 27 Fax : 02 62 25 46 12

3 MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR.

3.1 CONTRAINTES D'ENVIRONNEMENT DE SITE

L'opération est située dans un établissement militaire, situé au 2^{ème} RPIMA de la Caserne CBA Dupuis à Pierrefonds, sur la commune de Saint-Pierre (Ile de la Réunion – 974).

Toute entrée sur le site est contrôlée. Chaque intervenant devra au préalable faire une demande de contrôle élémentaire à la caserne, avec la liste des personnels et véhicules.

Le site est en activité permanente.

RESEAUX ENTERRES / AERIENS

L'entreprise effectuera un repérage des réseaux existants sur la base réglementaire de formation obligatoire AIPR (Autorisation d'Intervention à Proximité de Réseaux)

Les demandes de consignations seront adressées à l'exploitant au moins 72 heures avant interventions

La démarche sera la suivante : Investigation, identification, repérage et signalisation, consignation > intervention.

Voir Plan de réseaux existants en annexe

RESEAU ELECTRIQUE BT, HTA ou HTB EXTERIEUR AUX OUVRAGES

Toute entreprise qui envisage d'accomplir des travaux au voisinage de lignes ou d'installations électriques s'informera auprès de l'exploitant, qu'il s'agisse du représentant local de la distribution d'énergie ou de l'exploitant de la ligne ou installation publique ou privée en cause, de la valeur des tensions de ces lignes ou installations.

Afin d'éviter les risques d'électrisation, l'entreprise demandera à l'exploitant la mise hors tension du réseau, préalablement aux travaux.

RAPPEL DES DISTANCES MINIMALES DE SECURITE A RESPECTER :

- **3 m** pour les lignes et installations dont la tension est inférieure à 50. 000 Volts (alternatif)
- **5 m** pour les lignes et installations dont la tension est supérieure ou égale à 50. 000 Volts (alternatif)
- **1,50 m** pour les réseaux souterrains, lorsque le travail est effectué à l'aide d'engins mécaniques de terrassement.

RESEAU ELECTRIQUE BT,HTA,HTB INTERIEUR AUX OUVRAGES

Les opérations sur les installations électriques ou dans leur voisinage, avec des pièces nues sous tension, ne peuvent être effectuées que par des travailleurs habilités.

Afin d'éviter les risques d'électrisation, l'entreprise demandera à l'exploitant la mise hors tension du réseau, préalablement aux travaux.

RESEAU ELECTRIQUE BTA INTERIEUR AUX LOCAUX EXCEPTES LOCAUX TRES CONDUCTEURS

Toute entreprise qui envisage d'accomplir des travaux au voisinage de lignes ou d'installations électriques s'informera auprès de l'exploitant, qu'il s'agisse du représentant local de la distribution d'énergie ou de l'exploitant de la ligne ou installation publique ou privée en cause, de la valeur des tensions de ces lignes ou installations. Afin d'éviter les risques d'électrisation, l'entreprise demandera à l'exploitant la mise hors tension du réseau, préalablement aux travaux.

RESEAU ELECTRIQUE BTA INTERIEUR AUX LOCAUX TRES CONDUCTEURS

Toute entreprise qui envisage d'accomplir des travaux au voisinage de lignes ou d'installations électriques dans des locaux très conducteurs ou dans des conditions où les travailleurs sont susceptibles d'avoir les pieds ou les mains humides, s'informera auprès de l'exploitant, qu'il s'agisse du représentant local de la distribution d'énergie ou de l'exploitant de la ligne ou installation publique ou privée en cause, de la valeur des tensions de ces lignes ou installations. Afin d'éviter les risques d'électrisation, l'entreprise demandera à l'exploitant la mise hors tension du réseau, préalablement aux travaux. Dans ce cas l'exploitant est tenu de recourir obligatoirement à cette mise hors tension, en application de l'article R.4534-127 du code du travail.

HABILITATION DU PERSONNEL	OPÉRATIONS		
	Travaux		Interventions du domaine BT
	Hors tension	Sous tension	
Non électricien	B0 ou H0		
Exécutant électricien	B1 ou H1	B1T ou H1T	
Chargé d'intervention			BR
Chargé de travaux	B2 ou H2	B2T ou H2T	
Chargé de consignation	BC ou HC		BC
Agent de nettoyage sous tension		BN ou HN	

RESEAUX AUTRES QU'ÉLECTRIQUES

En cas de présence de réseaux autres qu'électriques, l'employeur déterminera, en concertation et en accord avec l'exploitant concerné, les mesures à prendre, ainsi que les recommandations techniques et consignes de sécurité à mettre en œuvre, afin d'éviter les risques consécutifs à l'interférence de ces réseaux avec les travaux. Ces mesures comprendront notamment, les repérages et balisages des réseaux, les consignations, dégazages, gaz inerte, pose de dispositifs de protection mécanique, ainsi que toutes mesures complémentaires demandées par l'exploitant.

3.2 MESURES D'ORGANISATION GENERALE

a) Contrôle des accès

Les accès au chantier devront pouvoir être condamnés en dehors des heures ouvrables.

Les accès devront toujours être libres et entretenus afin de permettre l'intervention des services de secours. Accès dans le chantier par la **RN1-Direction le 2^{ème} RPIMa - Quartier CBA DUPUIS-PIERREFONDS**.

- Aucun véhicule personnel ne sera autorisé sur l'opération. Seuls les véhicules de livraison de matériaux et matériels et certains véhicules d'entreprises seront autorisés, sur des emplacements spécifiques et pour un stationnement limité. Le stationnement des véhicules entreprises se fera à l'intérieur du chantier ou des zones à cet effet seront prévues.
- Fournir les fiches de renseignements des personnels et véhicules amenés à travailler sur le chantier ainsi que les copies des cartes d'identité et cartes d'immatriculation

b) Conditions d'accès des personnes autorisées

Information des salariés

Dès l'entrée sur le chantier le personnel sera systématiquement **informé** par son responsable hiérarchique d'entreprise, de ses **obligations en matière de protections individuelles et collectives** (obligations prescrites dans le PGC, port du casque et des chaussures de sécurité, port d'un badge nominatif, port des lunettes de sécurité etc...).

c) Identification des entreprises

Toute personne intervenant sur le chantier doit pouvoir justifier de son appartenance à une entreprise déclarée et connue du Maître d'Ouvrage

d) Port du badge

Le port d'un badge nominatif est obligatoire sur le chantier.

Prévoir sa fourniture et veiller à son port apparent par chaque personne intervenant sur le chantier.

e) Conditions d'accès de certains visiteurs : groupes scolaires, futurs propriétaires ou utilisateurs de l'ouvrage, autres visiteurs

Fourniture et port des EPI

L'entreprise de Gros Oeuvre devra fournir en quantité suffisante les casques de chantier aux visiteurs. Consignes de sécurité à l'attention des intervenants sur le chantier

Chaque entreprise présente dans les zones concernées par la visite cessera le travail pendant la durée de la visite.

- La reprise du travail se fera sur ordre des chefs de chantier en liaison avec l'organisateur de la visite.

Toutes les entreprises titulaires tiendront un cahier de pointage au jour le jour des personnels intervenants sur le site pour permettre l'appel en cas d'évacuation d'urgence.

Cahier de pointage dans le bureau de chantier de l'entreprise principale.

La liste du personnel de toutes les entreprises, compris sous-traitants ou indépendants agréés par le maître d'ouvrage, devra être tenue à jour sur un registre ou tableau et à disposition des organismes de prévention pour contrôle. Chaque ouvrier affecté au chantier recevra un badge de son employeur, conformément aux dispositions de la « **Convention réunionnaise pour la lutte contre le Travail illégal** dans le BTP » du 13 décembre 1999.

L'entrepreneur devra veiller à ce qu'il soit porté sur le site. Le N° de Badge sera indiqué sur la liste affichée du personnel.

Pour l'obtention du badge, l'entrepreneur s'adressera à la Cellule Badges (FRBTP angle des rues du Pont et de la Boulangerie – BP 108 – 97462 Saint-Denis Cedex ; Tél : 0262 41.70.48, fax : 0262 21.55.07).

f) Affichages sur le chantier – Obligation donnée par l'article R.8221-1 du code du travail.

« Tout entrepreneur travaillant sur un chantier ayant donné lieu à la délivrance d'un permis de construire doit, pendant la durée de l'affichage du permis*, afficher sur ce chantier son nom, sa raison sociale ou sa dénomination sociale ainsi que son adresse.

L'affichage est assuré sur un panneau dont les indications sont lisibles de la voie publique ».

Les entreprises sous-traitantes doivent donc être mentionnées sur le panneau d'affichage. Cela se comprend d'autant mieux que cette mesure et une mesure de lutte contre le travail clandestin : elle a été prise pour qu'il soit possible à un inspecteur du travail d'avoir rapidement les coordonnées de toutes les entreprises intervenant sur le chantier pour pouvoir les contrôler.

La durée d'affichage du permis est précisée à l'article R.421-39 du code de l'urbanisme : »

g) Clôtures de chantier

Les zones en travaux seront confinées dans des espaces clos et indépendants par la mise en place d'une clôture de chantier afin d'éviter les risques d'intrusion de personnes non autorisées dans l'enceinte du chantier.

L'accès au chantier sera fermé et verrouillé pendant les périodes d'inactivité (nuit, week-end,...). En assurer l'entretien. Cette clôture fixe ne pourra être enlevée qu'avec l'accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'oeuvre, du Coordonnateur SPS.

Clôture constituée d'éléments rigides et opaque en tôles, jointifs, de hauteur supérieure à 2 mètres, capables de s'opposer à la pénétration d'une personne dans l'enceinte du chantier et sera munie :

- d'un portail d'accès associé à une barrière et géré par un vigile « homme trafic », muni d'un dispositif de fermeture verrouillable destiné à interdire l'accès durant les périodes d'inactivité (nuit, week-end,...).
- de portillons équipés d'un système électronique par badges pour les piétons.
- de panneaux « chantier interdit au public »
- de pictogrammes des équipements de protection individuelle obligatoire
- de panneaux d'accueil des ouvriers et/ou visiteurs.
- de panneaux de circulation
- d'un panneau d'installation de chantier à l'entrée de chaque zone en travaux.

Les panneaux réglementaires CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC et PORT DU CASQUE et DES CHAUSSURES DE SECURITE OBLIGATOIRE seront mis en place sur le portail d'accès et sur la périphérie de la clôture.

h) Signalisation par panneaux

Mettre en place des panneaux de signalisation :

- « chantier interdit au public » et « port du casque obligatoire » devant chaque entrée des zones en travaux et le long de la clôture de chantier à des endroits stratégiques.
- Accès au chantier avec les mentions « Présentez-vous au gardien, Porter votre casque, respectez les circulations et accès, soyez attentifs aux travaux en cours »
- Panneaux de circulation avec un panneau principal d'accès au site comprenant, le nom de l'opération, le schéma d'accès avec sortie sur la même rue.
- Un plan de circulation à l'entrée du site.
- Un Plan d'Installation de Chantier devant chaque zone de travaux.

i) Projet de Plan d'Installation de Chantier > Lot 3

Préciser sur un plan d'installation de chantier :

Les points de raccordement aux réseaux de distribution desservant le chantier Le tracé des réseaux enterrés et aériens existants sur le site.

L'emplacement des clôtures de chantier. Les accès au chantier.

Les voies de déplacement pour les piétons et véhicules. Les sens de circulation.

Les aires d'attente et de retournement des camions et engins. Les zones de manoeuvre des véhicules et engins

Les zones de nettoyage des toupies et roues des camions et engins. Les aires de stationnement pour les véhicules d'entreprises et engins.

Les aires de stationnement pour les véhicules du personnel et de l'encadrement du chantier. Les zones interdites à la circulation et au stationnement.

Les zones d'implantation des engins de levage. Les zones interdites au survol de charges.

Les zones de stockage par type de matériaux.

Les zones réservées aux magasins et ateliers.

Les zones de préfabrication.

Les installations de la base vie (sanitaires, vestiaires, réfectoires, bureaux, salles de réunion, infirmerie, etc.).

L'emplacement des systèmes de lutte contre l'incendie

Les points de rassemblement secours et sorties de secours.

j) Organisation générale

La zone accueillera :

- les cantonnements (vestiaires, réfectoires, toilettes)
- les bureaux administratifs des entreprises
- le stockage temporaire des containers à matériaux

Les zones de travaux, dont l'éloignement est supérieur à 50m des cantonnements principaux seront équipés de dispositifs d'hygiène supplémentaires.

Le tracé des réseaux de distributions (électricité, eau, téléphone, air comprimé, assainissement, etc.) et la position des points de distribution.

La position des téléphones de secours et des points de rassemblement. La position des moyens de secours contre l'incendie.

Zone de cantonnement

Toute opération doit disposer d'une zone de cantonnement pour accueillir les installations de vie collective et d'hygiène, qui seront communes à l'ensemble des entreprises intervenantes pour toute la durée du chantier, conformément aux articles **R4534-139** et suivants.

Montage, démontage des installations du cantonnement

Les opérations de montage/démontage de bungalows doivent s'effectuer dans le respect des Principes Généraux de Prévention et faire l'objet d'une évaluation des risques spécifique permettant de choisir les mesures de prévention appropriées, notamment :

- interdire l'accès à la zone de montage/ démontage aux intervenants du chantier,
- prévoir la présence d'un « homme trafic » compétent et équipé (baudrier, etc.....) afin de prévenir les risques liés à la circulation des véhicules d'approvisionnement,
- différer ou suspendre le montage/ démontage des bungalows si les conditions climatiques sont mauvaises (vent,...),

Gestion de cantonnement – Base vie

La base vie sera gérée par le responsable du chantier désigné pendant toute la durée des travaux du présent marché. Elle sera ouverte chaque matin à l'arrivée de la première équipe et refermée chaque soir au départ de la dernière équipe. Cette base vie devra rester opérationnelle pendant la durée totale de chaque tranche de travaux, y compris pendant les périodes éventuelles d'arrêt du chantier.

Installations communes de vie collective

Les installations de vie collective seront communes à l'ensemble des entreprises intervenantes pour toute la durée du chantier. Chacune des entreprises fera son affaire des autres installations nécessaires à ses interventions sur le chantier (vestiaires). Elles pourront se grouper pour les réaliser et les entretenir.

Vestiaires

Mettre à la disposition des travailleurs des locaux vestiaires conformément à R4534-139 du Code du Travail.

Réfectoire

Le réfectoire sera dimensionné pour l'effectif de pointe. Il sera équipé de tables et chaises en nombre suffisant. Un appareil permettant de réchauffer les aliments sera prévu, ainsi qu'un garde-manger ou réfrigérateur.

Installations communes d'hygiène

Les installations d'hygiène seront communes à l'ensemble des entreprises intervenantes pour toute la durée du chantier.

Sanitaires

Installer et mettre à disposition des travailleurs des cabinets d'aisance aménagés de manière à ne dégager aucune odeur, équipés de chasse d'eau et pourvus de papier hygiénique. Prévoir au moins un cabinet d'aisance et un urinoir pour vingt hommes et deux cabinets pour vingt femmes (R4534-144, R 4228-2 à 18 du Code du travail).

Des sanitaires seront installés en plus dans les zones de travaux éloignées de plus de 50m des cantonnements.

Lavabos

Installer et mettre à disposition des travailleurs des lavabos ou des rampes alimentées en eau potable, si possible à température réglable, à raison d'un orifice pour dix travailleurs (R4228-7 du Code du travail).

Des lavabos seront installés en plus dans les zones de travaux éloignées de plus de 50m des cantonnements. Des lavabos seront installés en plus dans les bâtiments de plus de 5 étages, sous-sol compris.

Bureaux de chantier

Mettre à disposition des bureaux en nombre et capacité conformes aux prescriptions du marché, équipés du mobilier nécessaire, éclairés et aérés conformément aux règles qui leurs sont applicables. Prévoir un nettoyage régulier.

Salle de réunion

Installer et mettre à disposition une salle de réunion de 40m², équipée du mobilier nécessaire, correctement éclairée et aérée conformément aux règles applicables. Prévoir des tables et chaises en nombre suffisant, des armoires permettant le rangement des documents afférents au chantier, notamment ceux de la coordination SPS, et des dispositifs permettant l'affichage des plans. Prévoir un nettoyage régulier.

Nettoyage des installations (ensemble du cantonnement y compris dans les ouvrages)

De vie collective (réfectoire, vestiaires, bureaux et salle de réunion) L'ensemble des locaux sera maintenu propre en permanence.

Le nettoyage est confié à l'entreprise désignée et les frais seront imputés au compte prorata.

Evolution de la zone de cantonnement en cours de chantier

Pour le dimensionnement des installations du cantonnement il sera tenu compte de l'évolution des effectifs présents sur le chantier. Les installations **évolueront** en fonction de l'effectif (décision prise en concertation avec la Maîtrise d'Ouvrage, l'OPC et le coordonnateur SPS).

Le déplacement du cantonnement pourra être nécessaire en fonction du phasage des différentes opérations (évolution dans le temps, travaux d'aménagements extérieurs etc.).

Le positionnement exact sera défini d'un commun accord entre le Maître d'Oeuvre, l'OPC et le coordonnateur SPS. Le ou les plans d'installations devront être approuvés avant toute intervention.

Le titulaire du lot sera chargé de son exécution y compris les frais de transport si afférent.

Consommables

Le titulaire du lot mettra à disposition des travailleurs les fournitures consommables nécessaires à leur hygiène en quantité suffisante (papiers toilettes, savons, essuie-mains, balayettes, produits d'entretien etc.).

Les sanitaires, réfectoires et vestiaires seront également équipés de balais, éponges, pelles et produit d'entretien.

NETTOYAGE DU CHANTIER

Chaque entreprise devra :

- en fin de journée : faire un nettoyage et un rangement des locaux concernés par son intervention (évacuation des gravats, récupération des emballages, des polystyrènes, de la laine de verre, du bois etc.)
- en fin de semaine : faire un nettoyage soigné et complet de l'ensemble des parties concernées par son intervention (balayage des planchers, escaliers, rangement des matériels, des nacelles, des rallonges électriques, des extérieurs des bâtiments, des échafaudages etc.)

Lorsqu'une entreprise quitte une zone du chantier ou un secteur de l'ouvrage après y avoir travaillé, elle doit assurer le nettoyage de cette zone et évacuer ses déchets à l'extérieur de l'ouvrage, dans les bennes à déchets, afin de permettre aux autres entreprises d'investir la zone.

Lot Principale

- en fin de semaine : faire un nettoyage soigné et complet de l'ensemble du chantier.

Nettoyage de la voirie extérieure au chantier

Lors de chaque phase de roulage de matériaux nécessitant l'utilisation de plusieurs camions, un nettoyage systématique des rues adjacentes souillées, sera effectué le jour même par l'entreprise responsable.

En cas de nécessité, l'entreprise organisera plusieurs nettoyages par jour pour assurer la propreté des voies afin de ne pas provoquer d'accident.

MOYENS COMMUNS PREVUS AUX CCTP

L'utilisation d'un même équipement de travail par plusieurs entreprises est une pratique qui permet de limiter les risques d'accidents. Elle doit être organisée.

Lorsque l'utilisation commune d'un équipement est prévue au titre de l'organisation générale du chantier, elle se fera selon les règles d'organisation indiquées dans les pièces écrites des marchés, les documents de coordination, et selon les prescriptions réglementaires applicables à l'équipement.

Dispositions réglementaires applicables en matière d'installations d'accueil sur chantier

Installations d'accueil sur les chantiers		Durée du chantier		Observations, cas particuliers	Code du travail
		> 4 mois	< 4 mois		
Local vestiaire		x	x	Local dédié en état constant de propreté. Aéré et convenablement chauffé. Séparé des zones de stockage, notamment de matières dangereuses. Pour les chantiers souterrains, le local est installé au jour. Le local en sous-sol ne doit être qu'exceptionnel et être gardé en état constant de propreté, aéré et éclairé convenablement. Installations séparées pour les hommes et les femmes si le personnel est mixte.	R.4228-2 à 5 R.4534-139 à 140
			x	Lorsque ces installations ne sont pas adaptées à la nature du chantier, possibilité d'utiliser un véhicule de chantier spécialement aménagé permettant d'assurer la propreté individuelle, contenant des cabinets d'aisance, des vestiaires et, si possible, des douches.	R.4534-139 à 140
	Sièges	x	x	Nombre suffisant de sièges.	R.4228-6 R.4534-139
	Armoires vestiaires	x	x	Nombre suffisant d'armoires individuelles ininflammables permettant de suspendre deux vêtements de ville et, au besoin, un compartiment pour vêtements susceptibles d'être souillés par des matières dangereuses.	R.4228-6 R.4534-139
			x	Lorsque l'exiguïté du chantier ne permet pas d'installer de telles armoires, le local est équipé de patères en nombre suffisant.	R.4534-139

Installations d'accueil sur les chantiers		Durée du chantier		Observations, cas particuliers	Code du travail
		> 4 mois	< 4 mois		
Sanitaires	Lavabos	x	x	Avec eau potable et à température réglable. Un lavabo pour 10 travailleurs. Moyens de nettoyage, séchage et essuyage mis à disposition.	R.4228-7 R.4534-141
			x	S'il est impossible de mettre en place l'eau courante, un réservoir d'eau potable doit assurer la quantité d'eau suffisante pour alimenter les lavabos. Lavabos ou rampes à raison d'un orifice pour 10 travailleurs, si possible à température réglable.	R.4534-141
	Douches	x	x	Si travaux insalubres et salissants, mise à disposition de douches. Maintien en état constant de propreté, eau à température réglable.	R.4228-8 à 9 Arrêté 23/07/1947
	WC	x	x	Un cabinet et un urinoir pour 20 hommes; deux cabinets pour 20 femmes (séparés de ceux des hommes) avec poubelle. Au moins un poste d'eau (sauf pour les chantiers < 4 mois). Séparés des autres locaux. Équipés de chasse d'eau et de papier hygiénique. Aérés et chauffés. Nettoyage et désinfection au moins une fois par jour.	R.4228-10 à 15 R.4534-144
Local réfectoire dès lors que les salariés prennent leur repas sur le chantier		x	x	Nettoyage du lieu et des équipements après chaque repas.	R.4228-22 à 24 R.4534-142
	Sièges et tables	x	x	Sièges et tables en nombre suffisant.	R.4228-22 R.4534-142
	Garde-manger ou réfrigérateur	x	x	Un moyen de conservation ou de réfrigération.	R.4228-22 R.4534-142
	Appareil de réchauffage ou de cuisson	x	x	Une installation permettant de chauffer les plats.	R.4228-22 R.4534-142
Eau potable	Pour la boisson	x	x	Un robinet d'eau potable fraîche (à raison de 3 l/jour/salarié) et chaude pour 10 usagers.	R.4228-22 R.4534-143

k) Branchements provisoires

Les branchements et raccordements provisoires des différents fluides et utilités nécessaires au chantier seront réalisés à partir du point de raccordement défini par le Maître d'Ouvrage. Ils seront dimensionnés de manière à permettre l'alimentation suffisante des installations et équipements nécessaires à la réalisation des ouvrages.

l) Electricité

L'installation provisoire fixe (armoire générale d'alimentation électrique de chantier) sera réalisée en phase préparation de chantier à partir du point de branchement défini par le Maître d'Ouvre. Cette installation conforme aux prescriptions réglementaires et à la

Norme NF C 15-100, sera réceptionnée et contrôlée par un organisme certifié. Une copie du procès-verbal de réception est à tenir à disposition sur le chantier. Chaque modification de l'installation électrique donne lieu à contrôle réglementaire.

Les interventions électriques seront réalisées par du personnel ayant reçu une formation et habilité dans le cadre de la publication UTEC 18-510.

Les documents suivants seront tenus sur le chantier :

- un plan schématique du chantier où sont indiqués en particulier les passages des câbles alimentant le chantier,
- le registre de sécurité où sont consignées par ordre chronologique les dates et la nature des vérifications (initiales et périodiques).
- les justifications des travaux et modifications effectuées pour porter remède aux défauts constatés dans les rapports précités
- Les entreprises communiqueront rapidement au Maître d'Oeuvre leur besoin en énergie électrique

L'installation comprendra de façon distincte :

1. Un coffret principal de puissance adaptée au chantier, à installer sous une armoire étanche verrouillée compris comptage,
2. Un départ pour l'installation électrique pour les besoins du cantonnement.
3. Départ (s) pour l'installation électrique nécessaire à (aux) engin(s) de levage fixe (grue (s) à tour)
4. Un départ pour les coffrets divisionnaires et réseaux de distribution conformes aux prescriptions réglementaires et à la norme NFC 15-100 permettant les branchements adaptés à tous les corps d'état, inclus tous les déplacements et éléments divers pour l'évolution du chantier dans le cadre de son avancement (autant de coffrets de chantier par bâtiment).
5. L'éclairage général pour supprimer les zones d'ombre, et garantir un niveau d'éclairement minimum de 40 lux à l'intérieur, 10 lux à l'extérieur.
6. L'éclairage de sécurité permettant de baliser les accès dans les zones de circulation.
7. Un départ spécifique pour le lot ascenseur

L'installation comprendra des circuits distincts et protégés pour l'éclairage et la distribution de puissance.

L'installation comprendra des circuits distincts et protégés pour l'éclairage et la distribution de puissance. Aucun poste de travail ne sera distant d'un coffret de plus de 25 m.

Les coffrets divisionnaires de prise de courant comporteront à minima un dispositif de protection différentielle 30 Ma, 4 prises de courant 2x16 A + T et 1 prise 3x20 A+T et un arrêt d'urgence normalisé. Les coffrets seront suspendus ou sur pieds.

Les alimentations seront protégées contre les chocs et l'écrasement ou suspendues.

Les câbles et rallonges seront fixés de manière à éviter les risques d'accidents de plain-pied dans les passages et escaliers. Les coffrets seront obligatoirement cadenassés et seul le personnel habilité pourra intervenir à l'intérieur.

Les contrôles réglementaires, initiaux et périodiques, ainsi que la surveillance et la maintenance de l'installation seront effectués conformément aux dispositions réglementaires.

m) Eau

Réaliser un réseau d'alimentation en eau depuis le branchement au réseau de distribution public jusqu'aux attentes prévues à proximité de chaque bâtiment ou de chaque ouvrage.

Le réseau de distribution d'eau sera positionné en tranchée et/ou aérien. Mise en place d'un point d'eau dans les étages des ouvrages.

n) Voies de circulation dans l'emprise du chantier

les accès véhicule et piétons, le sens de circulation, les parkings, les entrées, les sorties, les sorties de secours, les divers cantonnements, le Point de Rassemblement des Secours, les divers zones de tri des déchets, les zones de stationnements.

o) Prestations à l'intérieur des ouvrages

Branchements

Electricité (réseau intérieur)

L'installation comprendra des circuits distincts et protégés pour l'éclairage et la distribution de puissance. Aucun poste de travail ne sera distant d'un coffret de plus de 25 m.

Les coffrets divisionnaires de prise de courant comporteront à minima un dispositif de protection différentielle 30 Ma, 4 prises de courant 2x16 A + T et 1 prise 3x20 A+T et un arrêt d'urgence normalisé. Les coffrets seront suspendus ou sur pieds.

Les alimentations seront protégées contre les chocs et l'écrasement ou suspendues.

Les câbles et rallonges seront fixés de manière à éviter les risques d'accidents de plain-pied dans les passages et escaliers. Les coffrets seront obligatoirement cadenassés et seul le personnel habilité pourra intervenir à l'intérieur.

Les contrôles réglementaires, initial et périodiques, ainsi que la surveillance et la maintenance de l'installation seront effectués conformément aux dispositions réglementaires.

Consulter la fiche OPPBTP relative à l'installation électrique provisoire d'éclairage des chantiers (G1 F 02 89).

Eclairage des postes de travail

L'éclairage du poste de travail est à la charge de chaque entreprise intervenante.

Les prolongateurs électriques seront uniquement de la série H07-RN-F assurant une protection contre les risques mécaniques, d'une étanchéité parfaite et ne dépassant pas 25 m.

Les enrouleurs seront marqués « catégorie B » norme NFC 61.720.

Les prises de courant porteront un indice de protection IP 447 à minima. Les baladeuses seront de la catégorie B norme NFC 71.008.

Les projecteurs halogènes seront conformes à norme NF et munis d'une grille de protection.

p) Circulation au voisinage du chantier

L'entreprise Principale mettra en place la signalisation routière et piétonne au voisinage du chantier, jusque dans l'enceinte du site avec :

- un panneau d'accès au site, et une sortie sur la voie.
- un panneau d'indication du parking VL sur la voie.
- des panneaux de signalisation des accès piéton et véhicule depuis l'entrée jusque dans l'enceinte du chantier.

Toute entreprise qui envisage d'accomplir des travaux au voisinage de tout type de circulation (automobile, piétonne, ferroviaire, fluviale, ...) doit prendre les **dispositions** propres à garantir la **sécurité** tant des travailleurs que des usagers. Ces dispositions doivent être **conformes** aux prescriptions des différents codes et/ou réglementations applicables au lieu du chantier. Elles devront être **soumises** aux services gestionnaires concernés et conformes à leurs demandes.

Circulation routière

Pendant les travaux la circulation et le stationnement automobile aux abords du chantier seront maintenus, en tenir compte dans l'organisation du chantier et dans le choix des modes opératoires.

Circulation piétonne

Des usagers seront amenés à se déplacer à pied sur et aux abords du chantier : prévoir des dispositifs propres à assurer leur sécurité

3.3 PRESENCE D'EQUIPEMENTS OU D'AMENAGEMENTS

Centrale de climatisation à l'extérieur
Armoire oxygène et acétylène à l'extérieur
Dépôts carburants > zone Atex
Présences de réseaux existants

3.4 MILIEUX OU DANGERS PARTICULIERS

AMIANTE

Référence documentaire :

Diagnostic Amiante Avant Démolition du Rapport de repérage 19/ EXDAD / 120201 du 02/12/2019 > dossier DCE

Les diagnostics avant travaux permettant de définir la présence de matériels, matériaux, produits et environnement présentant des risques particuliers devront être joints au DCE lors de l'appel d'offres. Les entreprises devront prendre connaissance des conclusions de ces rapports et adapter leurs modes opératoires et mesures de sécurité en fonction de celles-ci. Toutes les mesures nécessaires devront être prises, dans le respect de la réglementation en vigueur, afin de préserver la santé des travailleurs et du public.

Il appartiendra à l'entreprise chargée des démolitions d'opérer conformément à la réglementation pour ce qui concerne l'enlèvement des dits matériaux (Plan de Retrait, Mode opératoire, Bordereau de Suivi des déchets,) L'entreprise doit être qualifiée pour intervenir sur l'amiante et les salariés exposés au risque amiante doivent avoir suivi une formation spécifique (SS3 ou SS4).

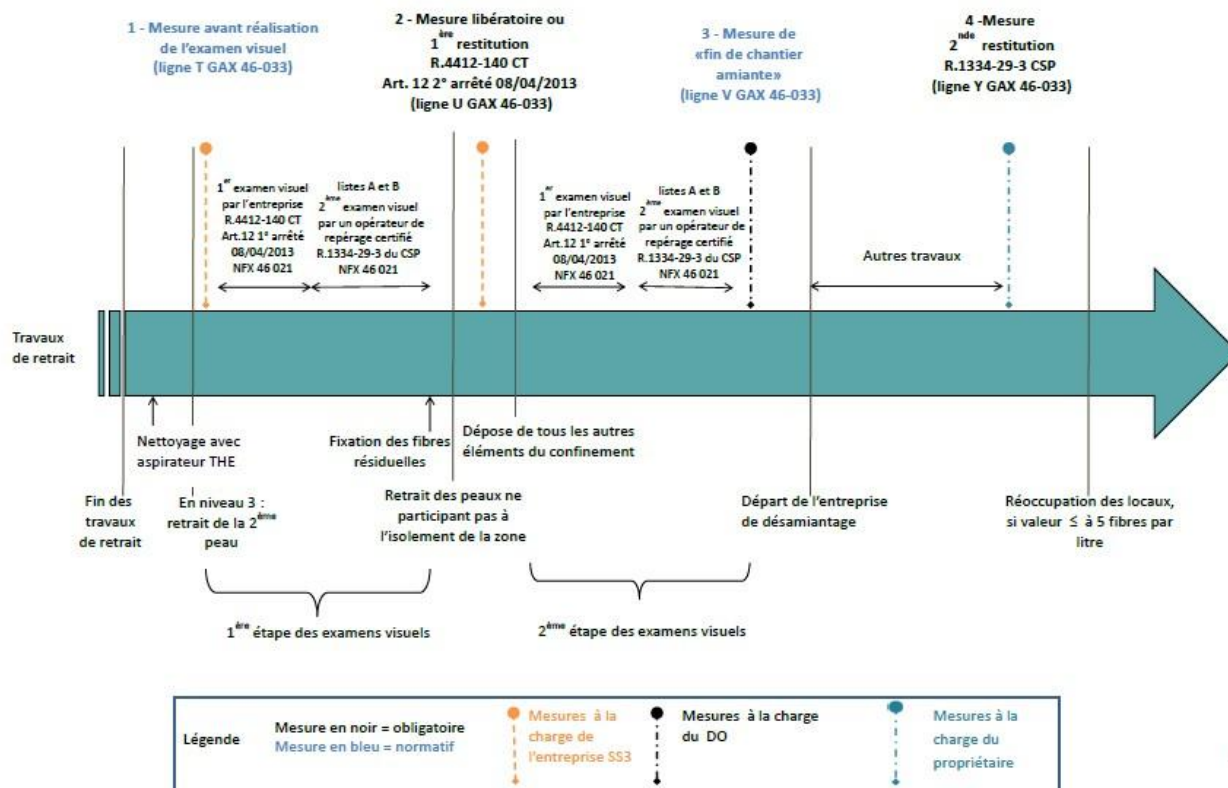
MESURE IMPORTANTE POUR PERMETTRE LES INTERVENTIONS SUCCESSIVES D'ENTREPRISES

Mesure de « Fin de chantier amiante » ligne V et examen visuel par le Donneur d'Ordre, avant départ de l'entreprise de désamiantage et avant autres travaux.



Les mesures environnementales de fin de travaux sur les chantiers de désamiantage (SS3) en présence d'un confinement *

*Confinement (niveau 2 et 3) : isolation de la zone de travail vis-à-vis de l'environnement extérieur évitant la dispersion des fibres : isolement (séparation physique, étanche), cafileusement, protection de la séparation physique si pas décontaminable par 1 ou 2 (niveau 3) filtres de propreté, création d'un flux d'air et mise en dépression de la zone (article 4 arrêté du 08/04/2013)



Janvier 2019

Type de mesure	1. Mesure avant la réalisation de l'examen visuel - Non réglementaire	2. Mesure libératoire (dite de 1 ^{ère} restitution) - Obligatoire	3. Mesure de « fin de chantier » - Non réglementaire	4. Mesure de 2 ^{ème} restitution de l'immeuble bâti - Obligatoire
Objectif	Détermination de l'APR approprié pour réaliser l'examen visuel vise la protection des salariés	S'assurer que la concentration en fibres d'amiante en suspension dans l'air de la zone traitée a été suffisamment réduite : - si le résultat de la mesure est < 5 fibres/litre, le confinement peut être enlevé - si le résultat est ≥ 5 fibres/litre, il faut procéder à un nouveau nettoyage et refaire une mesure vise la protection de la population et des salariés	- si le résultat < 5 fibres/l d'autres entreprises peuvent réaliser des travaux dans les locaux sans EPI amiante - si le résultat est ≥ 5 fibres/litre, il faut procéder à un nouveau nettoyage et refaire une mesure vise la protection des salariés	- si le résultat est < 5 fibres/litre la réoccupation des locaux par les occupants ou utilisateurs est autorisée ; - si le résultat est ≥ 5 fibres/litre, il faut procéder à un nouveau nettoyage et refaire une mesure vise la protection de la population
Base juridique	Guide d'application de la norme NF EN ISO 16000-7 : GAX 46-033 (ligne T)	Art. R.4412-140 du Code Travail, GAX 46-033 (ligne U) et article 12 arrêté 08/04/2013	Guide d'application de la norme NF EN ISO 16000-7 : GAX 46-033 (ligne V)	Art. R.1334-29-3 du Code de la Santé Publique et GAX 46-033 (ligne Y)
A la charge de	l'entreprise	l'entreprise	du Donneur d'ordre (cf. QR DGT septembre 2015 métrologie Question n° IV- 6) dans le cadre de son obligation de coordination	du propriétaire d'un immeuble bâti si réoccupation des locaux
Quand	après retrait de tous matériaux amiantés	après retrait de tous matériaux amiantés	après retrait de tous matériaux amiantés	après retrait de matériaux, listes A et B
Conditions de réalisation	- confinement en place (si niveau 3, enlèvement de la 2 ^{ème} peau uniquement / si une seule peau, la laisser en place) - extracteurs en fonctionnement	- Enlèvement de toutes les peaux ne participant pas à l'isolement de la zone. Maintien de l'isolement. - extracteurs en fonctionnement	- après enlèvement du confinement - avant départ de l'entreprise de désamiantage - réalisée avec simulation de l'occupation humaine	- après enlèvement du confinement, départ de l'entreprise et achèvement de l'ensemble des travaux.
Durée	4 heures au minimum	24 heures au minimum	24 heures au minimum	24 heures au minimum

Justificatifs demandés

Les Entreprises devront pouvoir justifier à tout moment de l'opération:

Justificatif de leur certification QUALIBAT 1552 ou AFNOR ou GLOBAL traitement de l'amiante conformément au Décret n° 2013-594 du 5 juillet 2013. ou équivalent.

Assurance et certification pour les travaux de traitement de l'amiante en cours de validité.

Accréditation COFRAC du laboratoire en charge des mesures META analyses de matériaux... S'agissant de leurs moyens :

Justifications de compétence: certification, formation, expérience...

Moyens humains et matériels...

Préalablement à l'exécution des travaux, le chef de l'entreprise utilisatrice d'une part, et celui ou ceux des entreprises extérieures d'autre part (sous-traitants compris et prestataires de service à communiquer), organisent une visite commune des lieux et des installations objets des travaux, afin de procéder à l'évaluation des risques, dont le risque amiante.

Les résultats de cette évaluation sont signalés dans le plan de prévention qui est arrêté d'un commun accord entre les chefs de l'entreprise utilisatrice et de(s) entreprise(s) extérieure(s). Le PRE est fourni avec le plan de prévention. Sous la responsabilité du chef de l'entreprise utilisatrice, coordonnateur des mesures de prévention, ce plan définit les mesures prises par l'entreprise pour prévenir les risques liés à ses interventions.

L'entreprise aura à établir:

- L'Inspection préalable,
- Le Plan de Prévention,
- Le PPSPS (Plan de Sécurité et de protection de la Santé),
- Le Plan de retrait définissant les méthodologies d'exécution de l'entreprise,
- La stratégie d'échantillonnage conformément au paragraphe 3 de la sous-section 2 du Code du Travail

Avant le début des travaux le plan de retrait aura reçu l'avis du médecin du travail, du CHSCT ou à défaut des délégués du personnel de l'entreprise qui réalise les travaux. Le plan de retrait devra être transmis 1 mois avant démarrage aux organismes de prévention: l'I.T., la CARSAT (CGSS) et à l'OPPBT du lieu d'intervention. Tous les résultats de contrôle sont tenus à disposition des organismes de contrôle cités précédemment ainsi que de l'agence régionale de santé (ARS).

Objectifs de résultat - contrôle par le donneur d'ordre (bâtiments en démolition ou zones extérieures non obligatoire)

Les opérations de réception de travaux en fin de dépollution pour l'ensemble des zones traitées devront satisfaire aux conditions suivantes:

Contrôle visuels des surfaces traitées

Le donneur d'ordre doit faire appel à un opérateur certifié pour procéder à l'examen visuel des surfaces traitées. Les surfaces prises en compte lors de l'examen visuel sont celles définies par le plan de retrait. Conformément aux modalités de la norme NF-X-46-021, l'examen visuel se déroule en 2 étapes:

Une première visite d'examen visuel avant dépose du confinement et mesures d'empoussièrement réalisées dans le cadre de l'autocontrôle de l'entreprise.

Une deuxième visite de contrôle après dépose du confinement.

Mesures libératoires dite de 2nde restitution avant réoccupation des locaux

Le donneur d'ordre fait procéder à des mesures d'empoussièrement réalisées par un organisme accrédité par le COFRAC pour le prélèvement et le comptage.

Le niveau contractuel de rendu du taux de pollution après travaux devant être atteint et constaté est de :

≤ au « point 0 » mais toujours ≤ à 5 fibre d'amiante / litre d'air

Les résultats de ces contrôles sont joints au dossier technique amiante du bâtiment ou de l'installation.

Dispositions communes à toutes les activités

D'après la SOUS SECTION 2 DE LA SECTION 3 DU CODE DU TRAVAIL

Evaluation initiale des risques

Evaluation des risques (ART. R.4412-97-98)

L'employeur estime le niveau d'empoussièrement relatif à chacun des processus de travail et les classe selon 3 niveaux de valeur d'empoussièrement:

- Niveau 1 – <100 f/L
- $100 \text{ f/L} \leq \text{Niveau 2} < 6000 \text{ f/L}$
- $6000 \text{ f/L} \leq \text{Niveau 3} < 25000 \text{ f/L}$

Ces niveaux sont applicables depuis le 01 Juillet 2015. Document unique (ART. R.4412-99)

Ce document recense les différents processus et leur évaluation des risques.

Il est mis à jour à chaque modification de processus modifiant le niveau d'empoussièrement ou à l'intégration de nouveaux processus.

Dans le cas d'absence d'une analyse de risques d'un processus proche des travaux à réaliser, l'Entreprise se rapprochera d'un processus équivalent des campagnes META, de la base SCOLA, mesures test ou sur un estimatif à soumettre.

Valeur limite d'exposition professionnelle

(Art. R.4412-100 à 102)

La concentration moyenne en fibres d'amiante, sur 8 heures de travail est limitée à 10 fibres d'amiante par litre d'air est contrôlée dans l'air inhalé par le travailleur.

Les résultats des contrôles sont communiqués à la médecine du travail et tenu à disposition des organismes agréés (DIRECCTE, CARSAT (CGSS), OPPBTP...) ou tout autre organisme équivalent.

Conditions de mesurage des empoussètements

(Art. R.4412-103 à 106)

L'employeur fait appel à un même organisme accrédité COFRAC indépendant des entreprises qu'il contrôle pour procéder à la stratégie d'échantillonnage, aux prélèvements et aux analyses.

L'empoussièrement est mesuré selon la méthode META – microscope électronique à transmission analytique.

Principe et moyen de prévention

(Art. R.4412-107-108) - L'employeur informe de toute présence d'amiante mise en évidence lors de l'opération. Afin de réduire au niveau le plus bas possible la durée et le niveau d'exposition des travailleurs,

l'employeur met en œuvre:

1°- les techniques et modes d'opérateur de réduction de l'empoussièrement: robotisation, imprégnation, démontage d'éléments par découpe ou déconstruction.

2° - les mesures de confinement et de limitation de la diffusion des fibres d'amiante à l'extérieur de la zone des opérations en définissant la procédure de décontamination à mettre en œuvre.

(Art. R.4412-109) - L'employeur met en place les moyens de protection collective adaptés à la nature des opérations à réaliser pour éviter la dispersion de fibres d'amiante et d'abaisser la concentration en fibres d'amiante au niveau le plus bas.

Ces moyens comprennent: l'abattage des poussières, l'aspiration des poussières à la source, la sédimentation continue, les moyens de décontamination appropriés.

(Art. R.4412-110) - L'employeur met à disposition de son personnel des équipements de protection individuelle adaptés aux opérations à réaliser et ce selon les niveaux d'empoussièrement définis aux articles R.4412-96 et 98

(Art. R.4412-111) - L'employeur assure le maintien en état et le renouvellement des moyens de protection collective et des équipements de protection individuelle – arrêté du 7 mars 2013..

Art. R.4412-112) – L'employeur met en place les mesures pour rendre inaccessible l'entrée en zone aux personnes extérieures au chantier

(Art. R.4412-113) – Arrêté du 14 août 2012 – Mesurage des niveaux d'empoussièrement – Contrôle de la VLEP – conditions d'accréditation des organismes procédant à ces mesurages;

(Art. R.4412-114) – L'employeur suspend les opérations si les niveaux d'empoussièrement dépassent les valeurs estimés dans le document unique pour le processus engagé. Il met en œuvre des mesures propres à remédier à cette situation. Il procède à un nouveau contrôle du niveau d'empoussièrement.

(Art. R.4412-115) – Si le niveau est supérieur au niveau 3, l'employeur suspend le chantier et alerte le donneur d'ordre et/ou son représentant, les organismes agréés (DIRECCTE, CARSAT, OPPBTP...) Il met en œuvre des moyens visant à réduire

le niveau d'empoussièrement.

- Information et formation des travailleurs

(Art. R.4412-116) – La notice de poste est transmise pour avis au médecin du travail, au CHSCT.. (Art. R.4412-117) – La formation à la sécurité est prévue à l'article R.4412-87. Elle est réalisée par des organismes accrédités et validées par le dit organisme ou par l'employeur. Une attestation de compétence individuelle est délivrée au travailleur.

Un arrêté précise le contenu et les modalités de la formation.

Organisation du travail

(Art. R4412-118) – L'employeur détermine:

- la durée de chaque vacation
- le nombre de vacations quotidienne
- le temps nécessaire aux opérations d'habillage, de déshabillage, de décontamination..
- le temps de pose après chaque vacation....

(Art. R4412-119) – La durée maximale d'une vacation n'excède pas 2 heures trente et la durée maximale quotidienne des vacations n'excède pas six heures.

Suivi de l'exposition

(Art. R4412-120) – L'employeur établit pour chaque travailleur exposé, une fiche d'exposition à l'amiante indiquant :

- la nature du travail réalisé, caractéristiques des matériaux et appareils en cause,
- les dates et résultats des contrôles de l'exposition au poste de travail
- les procédés de travail utilisés
- les moyens de protection collective et les équipements de protection individuelle utilisés.

Traitement des déchets

(Art. R4412-121) – Les déchets « amiante » sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières lors des manutentions, transports, et stockage.

(Art. R4412-122) – Les déchets sont ramassés au fur et à mesure de leur production et conditionnés dans des emballages appropriés et fermés.

Un étiquetage conforme aux prescriptions du Décret n° 88-466 du 28.04.1988 est apposé sur les emballages.

(Art. R4412-123) – Les déchets sont transportés et éliminés conformément à la réglementation en vigueur.

Protection de l'environnement du chantier

(Art. R4412-124) – Le dépassement du seuil fixé par l'art. R.1334-29-3 du code de la santé publique dans les bâtiments, équipements, installations ou structures dans l'environnement desquels l'opération est réalisée entraîne sans délai l'arrêt des opérations et la mise en place des mesures correctives et préventives permettant le respect de ce seuil.

L'employeur en informe sans délai le donneur d'ordre et (ou) son représentant, ainsi que le Préfet compétent à raison du lieu du chantier.

3.6 CALENDRIER D'EXECUTION TCE

En cas de décalage des différentes interventions, donc de la co-activité, par rapport au planning, le Coordonnateur demandera à la M.Oe.de redéfinir les mesures de prévention à adapter à la nouvelle situation.

La planification des travaux sera faite de manière à éviter les co activités génératrices de risques, notamment les travaux superposés, les travaux incompatibles, etc., conformément aux principes généraux de prévention. Les secteurs géographiques affectés aux différents travaux seront aux besoins mentionnés.

Le planning des travaux fera apparaître également les dates et périodes de mise à disposition des moyens communs définitifs ou provisoires, notamment d'accès, de circulation, de protection collective, de manutention, etc....

3.7 PENALITES

REONSABILITES PENALES

OBJETS	ARTICLES	TEXTES
P.P.S.P.S	L.263-10 L.n°93-1418 du 31/12/93	Est puni d'une amende de 9 146 € l'Entreprise qui n'a pas remis au Maître d'Ouvrage ou au Coordonnateur le PPSPS prévu à l'Article L.235-7 En cas de récidive, le fait prévu ci-dessus est puni d'un emprisonnement d'un an et d'une amende de 25 245€ ou de l'une de ces peines seulement. Le Tribunal peut en outre prononcer les peines prévues à l'Article L.263-6
Dangers graves et imminents	L.263-2-3 L.n°911414 du 31/12/91	Est passible d'un emprisonnement d'un an et 4 573 € d'amende, l'Employeur qui ne s'est pas conformé aux mesures prises par l'Inspecteur du Travail en application de l'Article L.231-12 relatif aux chutes et ensevelissements.
Accidents répétés	L.263-6 L.76-1106 Du 6/12/76	Le Tribunal peut en cas de récidive prononcer contre l'auteur de l'infraction, l'interdiction d'exercer pendant une durée maximum de cinq ans certaines fonctions dans l'Entreprise. La violation de cette interdiction est punie d'une amende de 9 146 € et d'un emprisonnement de 2 ans ou de l'une de ces peines seulement .

3.8 DISPOSITIONS ET MOYENS A METTRE EN ŒUVRE DURANT TOUTE LA DUREE DES TRAVAUX

Prestations extérieures au bâtiment proprement dit.		
Nature de la prestation	Lot concerné	Contenu de la prestation
Branchements cantonnements		-Rapport de vérification de l'installation, par un organisme indépendant agréé, avant utilisation. -Alimentation en aérien et/ou enterré sous fourreaux
Aires de chantier et de stockage		-Zones de stockages identifiées et balisés.
Cheminement des piétons		Séparé des engins, balisé et identifié. Protection physique contre le risque de heurt avec les engins et risque de chute d'objet.
Accès et circulation des engins		Séparés des piétons, balisé et identifié. Protection physique contre le risque de heurt avec les piétons. Mise en place des aires de stationnement provisoires pour les engins et camions de livraison. Circuit en boucle pour éviter les manœuvres. Signalisation adéquat. Aire de nettoyage des engins avant la sortie du chantier.
Clôtures (tous niveaux, toutes zones)		-Etablissement d'une clôture rigide et opaque en tôle autour des zones en travaux, zones de stockage et cantonnement. -Clôture rigide et opaques mitoyen avec l'établissement en activité
Aires de stockage		-Zones de stockages identifiées et balisés. -Transmission des besoins en matière de stockage - Approvisionnement et livraison à optimiser
Pare-gravas		En pied de bâtiment, au-dessus des zones de passages, des patios existants, des bâtiments existants
Lutte contre la poussière		Brumisateur en mitoyenneté des bâtiments existants ; système de nettoyage des véhicules. Arrosage régulier des circulations des engins et lors des terrassements.
Lutte contre la poussière		Arrosage régulier lors des terrassements, des mouvements de terres.
Levage		Rapport de vérification des moyens de levage avant utilisation (grue) Procédure de gestion des interférences avec l'hélistation base aérienne si concernée (DGAC)
Nature de la prestation	Lot concerné	Contenu de la prestation
Electricité (réseau intérieur)		A partir des points de raccordement existant. Mise en d'un coffret comprenant un dispositif de protection différentielle 30 Ma, 4 prises de courant 2 X 10/16 A + T...sur chaque zone d'activité
Eclairage de circulation		Installation d'éclairage des circulations verticales et horizontales.

4 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR EN MATIERE DE SECURITE ET DE SANTE ET LES SUJETIONS QUI EN DECOULENT

4.1 PROTECTIONS COLLECTIVES :

La réalisation des protections collectives définitives intégrées dans l'ouvrage, des accès définitifs, sera préférée à l'installation de protections et d'accès provisoires de chantier.

- Chaque entreprise recherchera et mettra en oeuvre des solutions permettant d'éviter que l'exécution d'un travail particulier conduise à l'enlèvement temporaire d'une protection collective.
- Toute zone de travail à risque (chute d'objets, évolution de matériel, zone de montage, d'essais, etc....) sera signalée par tout moyen adapté (balisage, chaînette, panneau, etc....), par l'entreprise générant le risque. En outre, une surveillance de ces zones par une ou plusieurs personnes chargées d'en interdire l'accès est indispensable.
- L'entreprise qui investit une zone du chantier, ou de l'ouvrage, est tenue de vérifier qu'elle ne présente pas de danger avant d'y faire travailler son personnel. Toute anomalie doit être signalée au maître d'oeuvre et au coordonnateur SPS.

Les grands principes qui régissent l'organisation de la sécurité sur le chantier sont :

- Chaque intervenant est responsable de la sécurité de ses salariés,
- **La coordination indispensable des interventions simultanées ou successives des différentes entreprises, réclame que l'entreprise titulaire d'un lot soit chargée de la fourniture, de la mise en place des protections collectives sur ses ouvrages.**

Jusqu'à l'achèvement des travaux, cette coordination doit également éviter qu'une autre entreprise enlève une protection qui gêne son travail.

- La maintenance des protections collectives est à réaliser par l'entreprise **responsable des protections collectives sur ses ouvrages**

4.2 PROTECTIONS INDIVIDUELLES :

Toutes les entreprises veilleront à ce que leurs personnels soient équipés et utilisent les équipements de protection individuelle adaptés à leur activité (suites données)

4.3 VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES OU VERTICALES

Définir les cheminements piétons horizontaux et verticaux, en accord avec le M.O et le MOE, en tenant compte de l'évolution du chantier, au pourtour de l'ouvrage et dans l'ouvrage en cours de réalisation.

Le coordonnateur indique, en accord avec le M.O et le MOE, la ou les entreprises chargées de fournir, d'installer et d'entretenir les aménagements suivants :

- voies de circulation
- signalisation
- éclairage (vérification de l'installation avant début des travaux)

CIRCULATION DES ENGINS ET VEHICULES

La circulation et les manoeuvres des véhicules et engins à l'intérieur du chantier devront être organisées selon les principes développés dans la recommandation **CRAM R.434**.

Conditions de circulation

Consignes applicables pour les engins et véhicules se déplaçant sur le chantier : respecter les limitations de vitesse imposées : **au pas**.

Respecter les interdictions (passage, charges limites, stationnement, etc.)

Respecter les distances minium de sécurité circulé godet ou lame baissée (si l'engin en est muni)

Ne pas circuler benne levée

Séparation des voies de circulation

Mettre en place des dispositifs de séparation des voies de circulation entre piéton et véhicule (sur la base vie et zone de travaux).

Interférences

Avec les piétons

Prévoir des voies de circulation séparées pour les piétons.

Installer une séparation physique entre les voies empruntées par les piétons et celles utilisées par les engins et véhicules.

Dénivelés de sols, trémies, regards, caniveaux...

Avant de faire circuler un équipement de travail sur un plancher ou dallage, vérifier la compatibilité entre la charge maximum admissible sur ce plancher ou dallage et le poids de l'équipement de travail. Lorsqu'un équipement de travail (échafaudage roulant, PEMP, monte plaque, etc...) est amené à évoluer en bordure de trémie non fermée, celle-ci sera munie en périphérie, d'un dispositif positionné et fixé en retrait par rapport au bord de la trémie, capable de stopper les roues de l'équipement avant qu'il ne soit déséquilibré ou qu'il ne chute dans la trémie.

Mettre en place une signalisation par panneau et feu à éclat à l'entrée de la zone dangereuse.

Rédiger une consigne écrite à remettre à tous les conducteurs d'engins. La leur commenter.

Mettre en place des obturateurs ou des tôles de résistance, fixés, sur les réservations, les regards, les caniveaux, les tranchées.

CIRCULATION DES PIETONS

Prévoir l'aménagement des voies et chemins d'accès reliant le cantonnement, le parking du personnel, les postes de travail et le réseau routier ainsi que leur entretien pendant la durée des travaux.

Les circulations piétonnes seront séparées des voies de circulation des véhicules et engins.

Les cheminements seront signalés, balisés. Ils devront rester libre de tout encombrement (matériel, câble électrique, stockage, gravats, etc.).

Les voies d'accès seront constamment praticables.

Fléchage, signalisation

Mettre en place et assurer la maintenance d'une signalisation des itinéraires piétons.

Ces dispositifs devront être parfaitement visibles de jour comme de nuit.

CIRCULATION DES ENGINS, VEHICULES ET PIETONS DANS UN SITE EN EXPLOITATION

Les itinéraires et les règles de circulation des véhicules, des engins, des piétons, sur le site en exploitation seront précisés en concertation avec le responsable du site.

Le responsable de chaque entreprise informera son personnel des dispositions arrêtées.

MOYENS DE CIRCULATION HORIZONTALE : PASSERELLES - PLANCHERS – PLATEFORMES

Le choix et la mise en place de **moyens de circulation** de bonne qualité permet d'éviter les risques d'accident de plain-pied et les chutes de hauteur. Les passerelles, planchers, plateformes, seront construites en **conformité** avec les dispositions réglementaires qui leur sont applicables. Ils seront **dimensionnés**

, installés, fixés et protégés de sorte que la circulation dans un sens et dans un autre puisse se faire sans créer de risque de chute. Ils seront **équipés** de dispositifs collectifs de protection contre les chutes de hauteur. Ils **garantiront** l'accès et la circulation dans des conditions ergonomiques. Ils devront permettre le passage d'un brancard et assurer l'évacuation en cas de danger imminent. Ils seront convenablement éclairés.

Fouilles - Tranchées

Mettre en place et entretenir des **passerelles de franchissement** des tranchées dès que leur largeur est supérieure à 0,40 m.

Ces passerelles adaptées à la dimension des fouilles et tranchées, seront protégées contre les risques de chute par des garde-corps sur toute leur longueur.

MOYENS DE CIRCULATION VERTICALE : ESCALIERS - PLATEFORMES - ECHAFAUDAGES

Les **accès** devront se faire par tout type de **moyens sécurisés**, en nombre suffisant, choisis en fonction de la hauteur des postes de travail : tour escalier, escalier existant ou à construire, échafaudage, ascenseur de chantier...

La mise en place **d'escaliers protégés** contre les risques de chutes de hauteur doit être préférée aux autres moyens de circulation sur le chantier, notamment les échelles. Elle doit être recherchée en **priorité** et **planifiée** de sorte que les escaliers de tous types, qu'ils soient définitifs ou provisoires, puissent servir de moyen principal de circulation aux intervenants sur le chantier.

Lorsque des tours escaliers, des plateformes ou des échafaudages de pied sont prévus, ils seront construits dans le respect des prescriptions réglementaires qui leur sont applicables.

Les dispositions de la recommandation CNAM R.408 "Montage, utilisation et démontage des échafaudages de pied" seront mises en oeuvre.

Escaliers provisoires - Tours escaliers

La mise en œuvre d'une tour escalier sera privilégiée pour l'accès en toiture

Echafaudage commun

Les échafaudages **mis à la disposition** des entreprises pendant les travaux seront montés, réceptionnés et utilisés conformément aux dispositions du Code du Travail (articles R 4323- 69 à 4323-80)

Les échafaudages seront installés sur la périphérie des bâtiments pour permettre les travaux en façades et sur les toitures.

En fonction de la pente du toit et pour éviter l'effet "toboggan, ils seront munis de garde-corps complémentaires surélevés et de filets de retenue sur le dernier niveau (maille 10 x 10) .

Tous les **accès** au bâtiment seront munis d'auvents de protection ou de pare-gravois préservant les piétons des chutes éventuelles d'objets et de matériaux.

Les échafaudages seront **munis** de pancartes signalétiques interdisant aux personnes non autorisées de monter sur l'échafaudage: accès interdit, échafaudage en cours de montage puis accès interdit aux personnes non autorisées.

MOYENS DE CIRCULATION VERTICALE : EQUIPEMENTS AMOVIBLES TELS QUE LES ECHELLES

L'utilisation **généralisée** de l'échelle comme moyen d'accès et de circulation **ne permet pas** de répondre aux principes généraux de prévention.

Les échelles peuvent être utilisées comme moyens d'accès, dans les conditions définies dans le code du travail, suite à évaluation des risques effectuée par l'entreprise.

Le port de charge sera exceptionnel, limité à des charges légères, peu encombrantes, portées par exemple en bandoulière ou à la ceinture (outillage léger). Il ne doit pas empêcher le maintien d'une prise sûre, c'est à dire au moins **trois points** de préhension, simultanément. Cette règle **interdit** le port manuel de charge sur une échelle.

L'échelle ne peut être utilisée comme poste de travail.

MOYENS DE PROTECTION COLLECTIVE CONTRE LES CHUTES

La mise en place des protections collectives préalablement à l'intervention des entreprises, en particulier lorsqu'il s'agit de protections collectives contre les risques de chute de hauteur, est une priorité. Les protections collectives seront conçues et installées selon les dispositions réglementaires qui leur sont applicables. Elles répondront aux objectifs ci-dessous permettant de satisfaire aux principes généraux de prévention :

- La réalisation des protections collectives définitives intégrées dans l'ouvrage sera, dans toute la mesure du possible, préférée à l'installation de protections provisoires de chantier.
- L'entreprise chargée des protections collectives recherchera et mettra en oeuvre les solutions permettant d'éviter que l'exécution travail particulier conduise à l'enlèvement temporaire d'une protection collective.
- La maintenance et l'entretien des protections collectives seront assurés par une entreprise désignée à cette fin.

Accès provisoires :

restriction sur l'utilisation d'échelles cf. décret 2004 -924 définir les équipements :

escaliers définitifs (intégrés à l'ouvrage à l'avancement)

ascenseur définitif (avec protections définir qui est autorisé à son utilisation et pour quelle utilisation)

tours escalier - passages couverts - auvents

ascenseur de chantier

autres

4.4 APPROVISIONNEMENTS

Afin de faciliter et rationaliser les approvisionnements, la maîtrise d'oeuvre et les entreprises prévoiront, en fonction des volumes et quantité des matériaux :

- La planification des approvisionnements en fonction des tâches

- Les moyens matériels d'approvisionnement, en particulier les moyens communs : appareils de manutention, recettes à matériaux,...
- Les infrastructures provisoires ou définitives : accès, voie de circulation,...

Les entreprises indiqueront dans leur PPSPS les modes opératoires d'approvisionnement des matériels et matériaux.

EQUIPEMENTS DE TRAVAIL SERVANT AU LEVAGE

Les équipements de travail démontables ou mobiles servant au levage de charges doivent être utilisés de manière à garantir leur stabilité dans toutes les conditions prévisibles, compte tenu de la nature des appuis.

Les installations, équipements et engins de levages seront réputés conformes aux exigences réglementaires qui leur sont applicables avant toute utilisation. Les entreprises devront pouvoir à tout moment de ces conformités.

Les conducteurs et utilisateurs seront titulaires des autorisations de conduite correspondant à ces équipements et devront pouvoir les présenter à tout moment.

Les charges à lever devront être parfaitement assujetties de façon à ce qu'aucun matériel ou matériaux ne puissent tomber pendant la manoeuvre.

MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES

Afin de limiter les risques de troubles musculo-squelettiques, des mesures d'organisation appropriées doivent être prises en mettant à disposition des travailleurs des moyens adaptés, essentiellement des équipements mécaniques de manutention. Les salariés dont l'activité comporte des manutentions manuelles doivent être formés à ces opérations.

Il est rappelé aux chefs d'entreprises qu'ils ont obligation de limiter au strict minimum les manutentions manuelles.

Les mesures prises seront détaillées par chaque entreprise concernée dans son PPSPS.

Manutentions manuelles des charges :

Evaluation préalable des manutentions et organisation des postes de travail afin de limiter les risques découlant de la manutention manuelle. L'entreprise devra définir en collaboration avec son médecin du travail les mesures appropriées.

4.5 LA DELIMITATION ET L'AMENAGEMENT DES ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFERENTS MATERIAUX, EN PARTICULIER S'IL S'AGIT DE MATIERES OU DE SUBSTANCES DANGEREUSES

La délimitation et l'aménagement de ces zones seront portés sur le plan d'installation de chantier élaboré par le MOE dans le cas de locaux ou d'ouvrages destinés à l'entreposage de matières ou de substances dangereuses, énoncer les mesures particulières à prendre sur le site en fonction des produits rencontrés (ventilation, extraction ...)

Les zones de stockages seront réalisées avec des matériaux secs, sains, plans et soigneusement compactés, dès le début des travaux. Elles devront supporter les charges stockées et permettre la reprise aisée des matériels, matériaux et produits stockés. Elles seront entretenues par les entreprises entreposant leurs matériels, matériaux et produits. Chaque zone de stockage sera matérialisée et signalée (proscrire le ruban de signalisation trop fragile).

Le stockage à l'intérieur ou sur les ouvrages (local, dalle, plancher, toiture, etc...) sera subordonné à l'autorisation préalable de la Maîtrise d'oeuvre, en fonction des charges admissibles, de la nature des produits notamment dangereux, et de l'enchaînement des interventions d'entreprises dans la zone concernée. Le stockage d'un produit dangereux sera réalisé conformément aux conditions prévues dans la fiche de données de sécurité de ce produit.

Chaque entreprise doit préciser dans son PPSPS ses besoins en surface de stockage, les périodes d'utilisation, et les transmettre à la maîtrise d'oeuvre. La FDS de chaque produit dangereux utilisé sur le chantier sera jointe au PPSPS de l'entreprise. Le stockage des produits chimiques sera effectué en respectant les règles de compatibilité.

4.6 LES CONDITIONS DE STOCKAGE, D'ELIMINATION OU D'EVACUATION DES DECHETS ET DES DECOMBRES

Désigner, en accord avec le M.O. et le M.O.E., le lot chargé du nettoyage du chantier, du tri et de l'évacuation des déchets « inertes » ou industriels banaux et désigner l'entreprise qui en est chargée.

Faire figurer sur le plan d'installation de chantier élaboré par le MOE les zones de stockage ou de reprise.

EVACUATION DES DECHETS DANS LE BÂTI

Le chantier est soumis au tri sélectif.

Le mémento de la gestion des déchets du BTP de la Réunion (CER BTP 2008)

Elle aura en charge la mise en application et fournira le Bordereau de Suivi des Déchets (BSD).

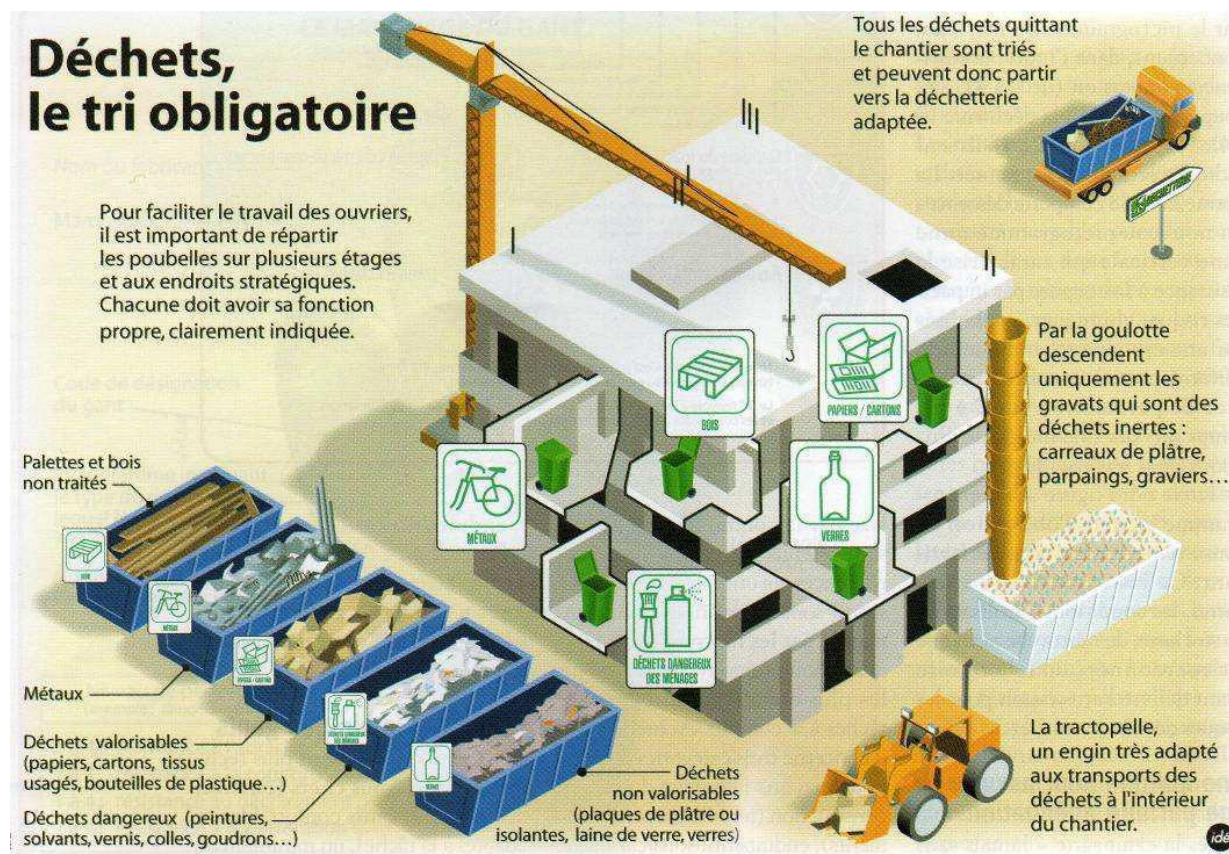
Les déchets doivent être stockés hors des zones de travaux afin de faciliter les circulations, les déplacements et limiter les risques d'accident de plain-pied.

Afin d'éviter les risques de projections et de poussières, des systèmes d'évacuation des déchets et gravats doivent être mis en place par les entreprises qui les détailleront dans leur PPSPS (goulotte, big bag, autre...).

Chaque entreprise, y compris sous-traitante, intervenant sur le chantier, est chargée d'assurer quotidiennement le nettoyage de ses zones de travail, d'acheminer l'ensemble de ses déchets jusqu'aux bennes lorsque celles-ci sont mises en place ou de les évacuer, par tous les moyens adaptés.

Goulotte, monte-charge, monte-matériaux, etc

Mettre en place des goulottes pour l'évacuation des déchets et gravats des étages directement dans la benne de chantier.



ZONE DE STOCKAGE ET ENLEVEMENT DES DECHETS NON DANGEREUX

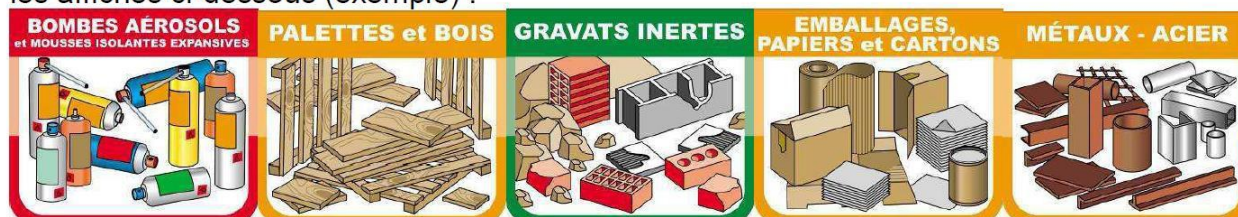
Les déchets doivent être stockés hors des zones de travaux afin de faciliter les circulations et limiter les risques d'accident de plain-pied.

Les bennes à déchets seront implantées dans une zone aménagée, balisée, entretenue, avec des matériaux secs, sains, plans et soigneusement compactés.

Chaque zone de stockage des déchets figurera dans le plan d'installation de chantier.

L'enlèvement des déchets, gravats, matériaux de démolition, emballages, etc., se fera aussi souvent que nécessaire, vers les décharges agréées.

Un affichage, spécifique au type de déchet, sera placé sur les bennes de collecte. Pour simplifier la compréhension, des pictogrammes sera associé à un code couleur, comme sur les affiches ci-dessous (exemple) :



4.7 LES CONDITIONS D'ENLEVEMENT DES MATERIAUX DANGEREUX UTILISES

Les entreprises indiquent dans leur P.P.S.P.S. les conditions d'enlèvement des déchets industriels spéciaux (produits et emballages) et indiquent le lieu de traitement (produits et procédures) Exemple : amiante, matériaux contaminés, produits chimiques, P.C.B. ...

ZONE DE STOCKAGE ET ENLEVEMENT DES DECHETS DANGEREUX

Chaque entreprise reste responsable des déchets dangereux produits par ses travaux. Le PPSPS de l'entreprise mentionnera les moyens utilisés afin de prévenir tout risque d'accident, de pollution et d'incendie lié à la production et au stockage de ces déchets. Les déchets dangereux devront être évacués au plus tôt afin d'éviter une longue période de stockage sur le chantier. Certaines matières ou substances présentant un risque particulier seront stockées à part par les entreprises concernées qui en assureront la gestion et la protection vis à vis des tiers et des autres intervenants.

Le stockage de ces produits se fera impérativement sur les emplacements réservés à cet effet, dans le respect des règles d'incompatibilités.

4.8 L'UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES, DES ACCES PROVISOIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE GENERALE

Protections collectives

L'entreprise désignée par le coordonnateur SPS (en accord avec le MO et le MOE) aura à sa charge la fourniture, la mise en place la maintenance et de la dépose des protections collectives pendant toute la durée du chantier. (c'est en général l'entreprise de gros œuvre qui est chargée des protections collectives, dans ce cas il suffit de s'assurer de la permanence de cette entreprise pendant toute la durée du chantier ou de désigner, le cas échéant, l'entreprise qui est chargée de la maintenance et de l'entretien de celles - ci après le départ de l'entreprise de gros œuvre. L'entreprise de gros œuvre devra passer les consignes à l'entreprise appelée à lui succéder.)

UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES : MESURES GENERALES

De manière générale, tout intervenant sur le chantier, a la responsabilité de vérifier personnellement et à tout moment la stricte et constante application des dispositions réglementaires destinées à assurer la sécurité de son personnel. Cette vérification doit l'amener, lorsque les protections collectives ne sont pas installées ou lorsque celles en place s'avèrent insuffisantes ou inadaptées aux risques encourus, à mettre en oeuvre à ses frais, les protections nécessaires et à en assurer la maintenance jusqu'à la prise en charge par un autre entrepreneur.

Lorsqu'une entreprise est contrainte d'enlever temporairement une protection collective, en particulier une protection contre les risques de chute (garde-corps ou partie de garde-corps, platelage, obturation de trémie ou réservation,...) afin de réaliser un travail particulier, elle ne pourra entreprendre ce travail sans avoir au préalable adopté les mesures de sécurité compensatoires efficaces, aussi bien pour son propre personnel que pour l'ensemble des intervenants sur le chantier. Après l'interruption ou la fin de ce travail particulier, l'entreprise mettra en place les dispositifs de protection collective assurant un niveau de sécurité équivalent. En cas de carence d'une entreprise concernant la mise en place de protections collectives dont l'absence est de nature à causer un risque, le maître d'oeuvre fera poser ces protections par une entreprise de son choix, aux frais de l'entreprise défaillante.

Toute personne qui constate une dégradation ou un défaut de protections collectives doit prévenir immédiatement son responsable hiérarchique ainsi que l'entreprise chargée de la maintenance des protections.

UTILISATION DES ACCES PROVISOIRES : ESCALIERS, PASSERELLES, PLANCHERS, PLATEFORMES, ECHAFAUDAGES, ETC MESURES GENERALES

Les accès temporaires qu'ils soient utilisés en commun ou propres à une entreprise, doivent rester libres de tout encombrement, stockage de matériels, matériaux, outils, etc... Afin de limiter les risques d'accidents de plain-pied et les chutes de hauteur. Les câbles électriques, flexibles, canalisations souples, etc... seront de préférence maintenus fixés sur les montants extérieurs des garde-corps de manière à ne pas entraver la circulation. Les dispositifs de protection collective seront conçus et installés de façon à éviter leur interruption au droit des accès, notamment du fait de l'utilisation d'une échelle ou d'un escalier. Lorsque cette interruption est nécessaire, des mesures d'adaptation seront prises pour assurer une sécurité équivalente.

Dispositions exceptionnelles prises dans le cas de difficultés

Tout corps d'état, dont l'intervention nécessite l'enlèvement des protections mise en place par le lot désigné au chapitre ci - avant, doit prévoir un équipement de remplacement adapté à la réalisation de ses travaux et garantissant une protection collective efficace. Dans cette circonstance il lui appartient d'en assurer la maintenance jusqu'à la fin de ces travaux. Une procédure devra être établie dans le PPSPS par l'entreprise qui entre dans ce cas. Enfin, il est, si nécessaire remis en place les protections initiales à la fin de cette intervention; l'objectif étant d'assurer la continuité de la protection collective

Installation électrique générale de chantier :

- indiquer le point d'alimentation possible permettant de délivrer la puissance nécessaire à l'ensemble du chantier
- demander par lot les besoins en énergie.

- la ligne électrique reliant le point d'alimentation et l'armoire générale de distribution sur le chantier
- la distribution nécessaire à ses installations (grue, centrale à béton, cantonnements..)

UTILISATION DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE TEMPORAIRE : MESURES GENERALES

Rappel : l'installation électrique temporaire fera l'objet de vérification initiale et périodique.

Les opérations de maintenance seront effectuées régulièrement, afin de supprimer dans les meilleurs délais, les défauts et anomalies signalées par les utilisateurs.

La surveillance du bon fonctionnement des installations électriques temporaires implique, outre la participation de l'entreprise qui en est chargée, celle de chaque entreprise du chantier et de chaque personne utilisant l'installation.

Toute personne constatant une anomalie, une déféctuosité, dans l'utilisation de l'installation électrique doit prévenir immédiatement son responsable hiérarchique ainsi que l'entreprise chargée de sa surveillance et de sa maintenance. Ces consignes seront décrites dans les PPSPS et devront être commentées à tous les personnels lors de l'accueil sécurité.

- fournir, entretenir et alimenter les tableaux de distribution en nombre suffisant
- un plan d'installation électrique sera établi et fourni au Coordonnateur lors de la période de préparation.
- surveillance et entretien des installations
- en phase d'essais [] procédure de consignation toutes énergies

Ces installations seront contrôlées par un organisme agréé par le Ministère du Travail au compte des lots chargés de

leur installation.

Les rapports de vérification et registres de sécurité seront à disposition sur le chantier.

Chaque entreprise doit utiliser du matériel conforme à la réglementation et désigner une personne chargée de son entretien.

4.9 LES MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE

➤ Utilisation de certaines installations de chantier par les entreprises

- plates-formes de travail communes
- échafaudages communs
- en fonction de l'enchaînement des tâches

UTILISATION DES MOYENS COMMUNS : REGLES GENERALES

Le prêt et l'utilisation par plusieurs entreprises d'un même équipement de travail permet de limiter les risques d'accident dus aux montages et démontages successifs des équipements.

Lorsque l'utilisation commune d'un équipement de travail est prévue au titre de l'organisation générale du chantier, elle se fera selon les règles d'organisation indiquées dans les pièces écrites des marchés, les documents de coordination, et selon les réglementaires applicables à l'équipement. En complément, une convention de mise à disposition sera, si nécessaire, établie et signée par chacune des entreprises utilisatrices de l'équipement.

Lorsque l'utilisation commune d'un équipement résulte d'une initiative de plusieurs entreprises qui décident de se prêter un équipement afin de faciliter leur intervention sur le chantier, ces entreprises établiront au préalable par écrit, sous leur responsabilité, et d'un commun accord, une convention de mise à disposition.

L'utilisation de(s) grue(s) par des C.E.S. devra faire l'objet d'une convention établie par l'Entreprise de G.O. qui en règle les conditions. Cela a pour but de limiter les manutentions manuelles et la multiplication des engins de levage.

MOYENS COMMUNS: CONVENTION DE MISE A DISPOSITION

Cette convention conservée sur le chantier, mentionnera, outre les noms et raisons sociales des entreprises concernées, les noms des responsables, la nature et les caractéristiques de l'équipement faisant l'objet du prêt, les modalités de sa mise à disposition, les obligations et les responsabilités de chacun, en particulier :

- la date de mise à disposition
- les consignes de mise en oeuvre et d'utilisation de l'équipement, les consignes de sécurité à respecter
- les obligations concernant les habilitations nécessaires à l'utilisation ou la conduite de l'équipement : habilitation du responsable hiérarchique de l'entreprise utilisatrice de l'équipement de travail, objet du prêt
- les obligations concernant les vérifications réglementaires de sécurité réalisées et à prévoir
- tout document utile à la mise en oeuvre de l'équipement de travail : notice d'instructions du constructeur, carnet de maintenance, dernier compte-rendu de vérification réglementaire, constat contradictoire de l'état de l'équipement, etc...

Dans la mesure des impératifs du chantier, les entreprises possédant des moyens de levage mécanisés sont tenues de les mettre à la disposition de toutes les entreprises qui leur en font la demande.

Un protocole est établi avec les entreprises concernées. Cette demande se fait obligatoirement une semaine avant l'intervention, afin de permettre une planification.

A soumettre au Maître d'Ouvrage, au Maître d'Œuvre en concertation avec le Coordonnateur SPS.

La mise en commun de moyens entre intervenants du chantier (levage, échafaudage ou autres) est soumise à l'élaboration entre les parties d'une convention écrite. Cette convention doit être consignée dans le registre sécurité de l'entreprise ayant à sa charge la mise à disposition de cet équipement, appareil, engins etc...

Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels

Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre (SCALP) pour maîtriser les risques liés aux chutes de plain-pied et réduire les manutentions manuelles : voir détail dans l'annexe « SCALP »

Mutualisation des équipements de travail et d'accès en hauteur (METAH) pour maîtriser les risques liés aux chutes de hauteur : voir détail dans l'annexe « METAH »

Afin de préserver la santé et la sécurité des différents intervenants pendant les travaux, le CSPS fait intégrer des prestations spécifiques dans l'opération dite :

SCALP : «Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'oeuvre » pour maîtriser les risques liés aux chutes de plain-pied et réduire les manutentions manuelles»

METAH : « Mutualisation des équipements de travail et d'accès en hauteur » pour maîtriser les risques liés aux chutes de hauteur

RISQUES LIES A LA CO- ACTIVITE : REGLES GENERALES

La co-activité due à des interventions simultanées ou successives d'entreprises, impose la mise en oeuvre de mesures de prévention dans le respect des principes généraux de prévention :

- La planification des interventions d'entreprises sera organisée, autant que possible, de manière à supprimer les co-activités génératrices de risques.

- Lorsque la planification des interventions d'entreprises laisse subsister un risque de co-activité, l'intervenant qui génère le risque mettra en place des moyens de prévention collective de manière à l'éviter ou le réduire. Il en informera les autres entreprises, le maître d'oeuvre et le coordonnateur SPS (PPSPS

Partie « Risques exportés »).

- Les travaux incompatibles feront l'objet d'un repérage particulier dans le planning afin de supprimer les co-activités (amiante, plomb, utilisation de produits inflammable et/ou explosif, montage, démontage d'éléments préfabriqués lourds, etc....)

- La réalisation des protections collectives définitives intégrées dans l'ouvrage, des accès définitifs, sera préférée à l'installation de protections et d'accès provisoires de chantier.

- Chaque entreprise recherchera et mettra en oeuvre des solutions permettant d'éviter que l'exécution d'un travail particulier conduise à l'enlèvement temporaire d'une protection collective.

- Toute zone de travail à risque (chute d'objets, évolution de matériel, zone de montage, d'essais, etc....) sera signalée par tout moyen adapté (balisage, chainette, panneau, etc....), par l'entreprise générant le risque. En outre, une surveillance de ces zones par une ou plusieurs personnes chargées d'en interdire l'accès est indispensable.

- L'entreprise qui investit une zone du chantier, ou de l'ouvrage, est tenue de vérifier qu'elle ne présente pas de danger avant d'y faire travailler son personnel. Toute anomalie doit être signalée au maître d'oeuvre et au coordonnateur SPS.

Projection de matières

Lorsque des travaux présentant des risques de projection sont accomplis sur un chantier, mettre en oeuvre des systèmes anti-projection.

A défaut d'écrans protecteurs, délimiter et signaler convenablement les zones dangereuses.

Porter obligatoirement des lunettes de sûreté pour tous travaux sur des matériaux durs susceptibles de produire des éclats.

Travaux par point chaud

Lorsque des travaux de soudure sont accomplis sur le chantier, mettre en oeuvre des écrans de protection.

Permettre l'utilisation de chalumeaux (plomberie, chauffagiste, soudure, étancheur) uniquement au personnel spécialisé.

Fournir les équipements spécifiques.

Mettre un extincteur à poste au droit de chaque zone de travail.

Utiliser des équipements de soudure conformes à la réglementation en vigueur et vérifiés périodiquement.

S'assurer que les canalisations souples d'oxygène et d'acétylène sont munies de clapets anti-retour disposés au plus près du chalumeau (2 m maximum).

Stocker les bouteilles de gaz à l'abri du soleil, à l'extérieur.

Déplacer obligatoirement les bouteilles de gaz sur des chariots adaptés et attachées en position verticale lors de leur utilisation

Interdire l'utilisation des bouteilles de gaz en position couchées.

Demander un permis de feu au Maître d'Ouvrage pour tous travaux par point chaud

Mise en exploitation de parties d'ouvrages (locaux, machines, équipements, installations)

Rendre la zone chantier close et indépendante de la zone en exploitation.

Etablir les procédures d'accès sur la partie commune au chantier et à l'exploitation

Procéder à une inspection commune avec le responsable du site en exploitation.

Travaux superposés générant des risques de chutes d'objets

Dispositif de protection contre les chutes d'objets

Pour les travaux en toiture, des moyens de protections collectives seront installés en bas de pente de toiture pour éviter le risque de chute d'objets et de personnes.

Les zones sensibles existantes seront protégées mécaniquement contre le risque de chute d'objets (ex : patios, circulation, passage véhicule, etc...)

Travaux générant de fortes nuisances : bruit, poussières

Les entreprises mettront en place tous les moyens afin de réduire le bruit et les émanations de poussières, à la source. Ces informations devront figurer dans le PPSPS.

EX :

- interventions en horaire décalé pour les démolitions importantes.

- humidification des matériaux lors des démolitions

- outils équipés d'aspirateur à la source et de dispositif d'absorption des vibrations

L'entreprise doit tenir compte des spécifications de la notice acoustique qui décrit les conditions de mise en place des protections et d'utilisation de matériel insonorisé.

RISQUES LIES A LA CO- ACTIVITE : PLANNING

La planification des travaux sera faite de manière à éviter les co activités génératrices de risques, notamment les travaux superposés, les travaux incompatibles, etc., conformément aux principes généraux de prévention. Les secteurs géographiques affectés aux différents travaux seront aux besoins mentionnés.

Le planning des travaux fera apparaître également les dates et périodes de mise à disposition des moyens communs définitifs ou provisoires, notamment d'accès, de circulation, de protection collective, de manutention, etc...

Travaux superposés

Interdire les travaux superposés.

Les interventions des entreprises seront décalées dans le temps et où l'espace.

TRAVAUX SUPERPOSES GENERANT DES RISQUES DE CHUTES D'OBJETS

Les travaux superposés **sont proscrits** : privilégier les mesures de planification et, en cas d'impossibilité, mettre en oeuvre des moyens de réception ou de protection dont la résistance sera compatible avec l'importance des charges susceptibles de chuter.

L'entreprise sera tenue de prendre toutes dispositions qu'impose le risque :

- en installant tous matériels ou matériaux pour qu'ils ne puissent tomber accidentellement,
- en limitant la hauteur de stockage et en tenant compte des caractéristiques des objets et de leur emballage,
- en interdisant l'accès de la zone par un balisage approprié,
- en mettant en place des auvents, filets, platelages, etc...
- en installant des protections basses (plinthes) en périphérie de la zone de travail.

Les entreprises des corps d'état secondaire se rapprocheront du Lot GO pour définir du positionnement des protections collectives provisoires de chantier pour permettre la pose des équipements définitifs sans avoir à les déplacer.

❑ Prévention des risques de maladies professionnelles :

- aspiration, ventilation de locaux hors d'air
- choix de modes opératoires et de produits ne pouvant pas entraîner des nuisances telles que le bruit, vibrations, poussières, gaz toxiques ...
- en cas d'impossibilité, emploi de matériels réduisant les nuisances à la source (insonorisés, anti-vibratiles ...)

TRAVAUX GENERANT DE FORTES NUISANCES : BRUIT, POUSSIÈRES

Nuisances dues au bruit :

Respecter strictement la réglementation en vigueur lors de l'utilisation d'engins de chantier bruyants.

Mettre en oeuvre tous les moyens et dispositions nécessaires tels capotage, écran, silencieux, pièges à son etc..., afin de ne pas dépasser les limites réglementaires en matière de niveaux acoustiques.

EXEMPLES DE BRUIT SUR LES CHANTIERS		
Source	Niveau sonore en dB(A)	Risques
Camion	80 à 85	DANGER au-dessus de 80 dB(A)
Compresseur non insonorisé	85 à 95	
Pistolet à peindre	91 à 115	LÉSIONS IRRÉVERSIBLES au-dessus de 85 dB(A)
Perceuse à percussion	92 à 100	
Scie circulaire	103 à 106	
Marteau pneumatique	103 à 115	DOULEUR au-dessus de 130 dB(A)
Jumbo en galerie	118 à 130	
Pistolet de scellement	140 à 160	

Nuisances dues aux poussières :

Limiter les travaux occasionnant la production de poussières. En cas d'impossibilité :

- ventiler les locaux hors d'air.
- humidifier les matériaux ou le sol.
- aspirer les poussières à la source.

TRAVAUX DE SOUDURE DANS LES ENCEINTES EXIGUES

Travail obligatoire à deux personnes : une à l'intérieur et l'autre à l'extérieur des locaux.

Utiliser du matériel adapté aux travaux de soudure à effectuer (électrodes, tension de travail ...) Placer le poste de soudure à l'extérieur de l'enceinte sous la surveillance d'une personne qualifiée

La protection de l'alimentation du poste disposera d'un disjoncteur différentiel haute sensibilité (30 mA). Des moyens de protection incendie seront disponibles à proximité

Port obligatoire des EPI (gants, tablier, lunettes) appareil respiratoire si besoin

Mettre en oeuvre une buse de captage mobile des fumées associée à une ventilation forcée

UTILISATION DE MOTEUR THERMIQUE

Afin d'éviter l'émission de gaz générateurs de risques d'asphyxie, d'anoxie, d'intoxication, l'utilisation des équipements de travail fonctionnant à l'aide d'un moteur à combustion est exclusivement réservée à l'extérieur des bâtiments, locaux, espaces clos quel'ils soient. Les équipements de travail utilisés à l'intérieur des espaces clos seront manuels. Tous les équipements motorisés seront alimentés à l'électricité ou pneumatiques. Le PPSPS de chaque entreprise mentionnera les équipements à moteur utilisés sur le chantier et leur mode de fonctionnement.

UTILISATION DE PRODUITS DANGEREUX

Se conformer à la fiche de donnée de sécurité pour l'utilisation et le stockage de produits dangereux. L'utilisation de produit à base de solvant et inflammable sera faite dans des zones fortement ventilées. Appliquer toutes les dispositions en matière de mise en oeuvre et de sécurité préconisées par le fournisseur.

Fournir les notices d'utilisation rédigées en français aux utilisateurs, et les expliquer clairement. Fournir les équipements spécifiques requis dans les fiches de données de sécurité.

Chaque entreprise devra remettre au Coordonnateur un bordereau de ses produits à stocker sur le chantier. Ce bordereau précisera les risques apportés par le produit et les protections nécessaires pour supprimer ou éviter les risques exportés ou importés.

Les informations générales seront indiquées obligatoirement dans le PPSPS de l'entreprise, qui devra nécessairement comporter la notice de sécurité du fabricant pour chaque produit utilisé.

Les produits à risques ne seront stockés que pour des petites quantités et pour des durées inférieures à 1 semaine.

PORT DES E.P.I.

Lorsque la protection ne peut être pleinement assurée par des dispositifs de protection collective, des équipements de **protection individuels** devront être mis à disposition des intervenants. Chaque entreprise a en charge la **vérification** du port effectif des ces EPI par son personnel y compris le personnel intérimaire.

Le prêt d'EPI aux visiteurs sera assuré par l'intervenant de chantier recevant ces visiteurs (maître d'ouvrage, maîtrise d'oeuvre, entreprise...).

□ Travaux spécifiques :

- dispositions de nature à prévenir les risques d'explosion et d'intoxication lors de la mise en oeuvre de colles, résines, peintures, matériaux d'isolation (mousses de polyuréthane) : communication préalable au coordonnateur des fiches de données de sécurité, règles de stockage, ventilation des lieux de travail et de stockage, installation électrique adaptée aux risques
- règles d'exécution des contrôles gammagraphiques et de mise en oeuvre de lasers
- utilisation d'explosifs
- Co-activité
- Il appartient à l'entreprise génératrice des nuisances telles que bruit, émanations poussières, vapeur délétère de mettre en oeuvre les moyens nécessaires à la mise en sécurité des autres intervenants.
- Exemple : locaux confinés ou insuffisamment ventilés, les moteurs à essence sont interdits (risques essence)
- En cas de superposition, et s'il est impossible des les éviter, l'entreprise située en partie la plus élevée prend les dispositions pour installer et entretenir un dispositif physique permettant la mise en sécurité des entreprises situées dans les parties inférieures.

Port des EPI lors de travaux particuliers

Utiliser lorsque la protection ne peut être assurée par des dispositifs de protection collective, des protections individuelles, elles seront **définies** en fonction d'une analyse de risque préalable.

Travaux routiers - Terrassements

Port obligatoire:

- du casque de chantier
- des chaussures de sécurité
- du casque antibruit (bouchons d'oreilles) à proximité des engins de chantier
- d'une chasuble réfléchissante (orange ou jaune)

RISQUES LIES AUX ARMATURES ET TUBES EN ATTENTE

L'utilisation des embouts de protection de diamètre inférieur à 50 mm est interdite sur le chantier car ces dispositifs n'offrent pas une protection suffisante contre le risque de perforation ou d'empalement dus aux armatures ou tubes en attente. Les entreprises qui génèrent ce risque doivent impérativement se rapprocher de leur bureau d'études afin de prévoir et mettre en oeuvre, dès la conception, des solutions techniques offrant un bon niveau de protection, telles que le façonnage en «U» inversé, la pose d'armature horizontale, le crossage, le tubage, etc.

A défaut, prévoir des gouttières de sécurité en PVC.

RISQUES LIES AUX TRAVAUX EN FOUILLE OU EN EXCAVATION

Avant tout travaux l'entreprise doit s'informer de l'existence éventuelle :

- de terre rapportée sur la zone de ses travaux
- de réseaux ou canalisations enterrés
- des risques d'imprégnation du sous-sol par des produits chimiques dangereux

Les fouilles et excavations devront être réalisées, aménagées et signalées dans les conditions prescrites par le code du travail. Elles seront en particulier blindées ou talutées afin de prévenir tout risque d'ensevelissement des personnes devant effectuer des interventions en fond de fouille.

Des moyens d'évacuation rapide seront mis en place. Des moyens de franchissement seront positionnés sur les fouilles de largeur supérieure à 0,40m. Les parois des fouilles en tranchée ou en excavation devront être aménagées de façon à prévenir les éboulements.

Moyens de franchissement : piétons - Véhicules

Mettre en place des passerelles permettant aux piétons de franchir les fouilles de plus de 0,40 m. de largeur.
Mettre en place des moyens de franchissement pour les véhicules.

Moyens de protection contre les chutes dans la fouille

Mettre en place des protections collectives rigides contre les chutes en bord de fouille et d'excavation

Moyens de signalisation de jour et de nuit

Mettre en place des moyens de signalisation de jour comme de nuit aux abords des fouilles et excavations.

RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR NECESSITANT LE PORT D'UN E.P.I. SPECIFIQUE

Lorsque des dispositifs de protection collective contre les risques de chute de hauteur ne peuvent être mis en oeuvre, la protection des travailleurs **doit être assurée** au moyen d'un système d'arrêt de chute approprié ne permettant pas une chute libre de plus **d'un mètre** ou limitant les effets d'une chute de plus grande hauteur.

Dans ce cas :

- La formation à l'utilisation de l'EPI est obligatoire
- L'intervenant ne doit pas travailler seul : un surveillant sera obligatoirement prévu afin de secourir l'intervenant dans un temps compatible avec la préservation de sa santé,
- Les EPI feront l'objet de vérifications périodiques
- L'employeur doit préciser dans une notice, les points d'ancrage, dispositifs d'amarrage prévus pour la mise en oeuvre de l'EPI ainsi que les modalités de leur utilisation.

Si toute autre méthode d'intervention, avec des moyens de protections collectives (nacelle, échafaudage depuis l'intérieur), ne peut être mise en place, l'utilisation d'un EPI contre les chutes de hauteur est obligatoire.

Cependant, et au vu de l'inclinaison des pentes, les intervenants devront justifiés d'un Certificat de Qualification Professionnelle (CQP) spécifique aux travaux sur cordes.

Les mesures adaptées devront être retenues afin de réduire au minimum les travaux et déplacements en hauteur susceptibles d'exposer les intervenants à un risque de chute. A cette fin, les modes opératoires de l'entreprise devront prévoir chaque fois que cela est possible, l'assemblage des éléments au sol et la mise en oeuvre de dispositifs d'accrochage ou de décrochage à distance.

Dans l'hypothèse où les déplacements en hauteur ne peuvent être évités, les entreprises mettront en oeuvre, après évaluation de risques et selon les modes opératoires retenus des moyens collectifs de protection, définitifs ou provisoires, tels que des garde-corps, des surfaces de recueil, etc.

Le port d'un système individuel d'arrêt de chute sera exclusivement réservé aux cas où la mise en oeuvre des moyens collectifs de protection s'avère impossible.

Protections périphériques

Mettre en place des protections périphériques continues dans

zones à risque de chute de hauteur constituées de garde-corps, intégrés ou fixés de manière sûre, rigides et d'une résistance appropriée, placés à une hauteur comprise entre 1 m et 1,10 m et comportant au moins :

- Une plinthe de butée de 10 à 15 cm, en fonction de la hauteur retenue pour les garde-corps
- Une main courante
- Une lisse intermédiaire à mi-hauteur. L'espace libre entre ces trois éléments ne doit pas être >50cms

Protection collective en sous face - filets de recueil

Mettre en place une protection collective (filet de recueil) en sous face de toiture conformément à la recommandation R Transmettre au coordonnateur votre mode opératoire, qui sera intégré dans le PPSPS.

Rappel des principales dispositions:

- Etudier les moyens d'accrochage et de dépose du filet préalablement à leur installation et proscrire les moyens de fortune.
- Etudier pour la mise en place et la dépose des filets une méthode visant à éviter les risques de chute et faisant appel en priorité, à l'utilisation de PEMP (plate-forme élévatrice mobile de personnel), à défaut, à l'utilisation de systèmes d'arrêt de chutes (par exemple harnais avec antichute à rappel automatique et absorbeur d'énergie).
- S'assurer de la présence et de la résistance de points d'ancrage, de la sécurité d'accès à ces points et de la continuité de la protection, pour la dépose, (utilisation de perche pour couper les estropes par exemple).

Documentation sur les filets à détenir sur chantier

Tenir à disposition l'analyse des besoins et le procès-verbal de réception des filets, ils doivent pouvoir être présentés à la demande du Service prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles de la Caisse régionale lors d'une visite de chantier.

Tenir à disposition la notice d'instructions du fabricant accompagnant le filet.

RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR A PARTIR DES PLANCHERS, TREMIES, RESERVATIONS, GAINES

Les modes opératoires des entreprises devront être détaillés dans chaque PPSPS, en tenant compte des modes constructifs retenus (pré-dalles, bacs métalliques, plancher coulé en place, autre...).

Les trémies et gaines seront protégées contre tout risque de chute soit par platelage **solidement fixé** (petite trémie de section < à 1m²), soit par garde-corps (grande trémie de section > à 1m²).

RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR LORS DE TRAVAUX EN TOITURE

Lorsque des travailleurs sont appelés à intervenir sur un toit présentant des dangers de chute de personnes ou de matériaux, des mesures appropriées seront prises pour éviter toute chute : garde-corps périphérique, échafaudage, filet, auvent, éventails....

Les modes opératoires des entreprises seront détaillés dans leur PPSPS.

RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR LORS DE L'UTILISATION D'ECHAFAUDAGES

Le montage, le démontage ou la modification sensible d'un échafaudage ne doit être effectué que sous la direction d'une **personne compétente** et par des travailleurs ayant reçu une **formation** à la sécurité spécifique.

En conséquence, il est **formellement interdit** à tout utilisateur d'apporter quelques modifications que ce soit, à l'échafaudage, de sa propre initiative.

Lorsque des plateformes ou des échafaudages de pied sont prévus, ils seront construits dans le respect des prescriptions réglementaires qui leur sont applicables. Les dispositions de la recommandation CNAM R.408 "Montage, utilisation et démontage des échafaudages de pied" seront appliquées.

RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR LORS DE L'UTILISATION D'ECHELLE D'ESCABEAU ET MARCHE PIEDS

Les échelles, escabeaux, et marche pieds ne peuvent pas être utilisés comme **postes de travail** conformément au code du travail.

La mise en place de plateformes individuelles roulantes, convenablement protégées contre les risques de chutes de hauteur, permet de satisfaire aux principes généraux de prévention

Echelles

Faire reposer les appuis des échelles sur des supports stables, résistants et de dimension adéquate afin de demeurer immobiles.

Fixer les échelles dans la partie supérieure ou inférieure de leurs montants, ou les maintenir en place au moyen de tout dispositif antidérapant ou par toute autre solution d'efficacité équivalente.

Faire dépasser les échelles d'au moins 1 mètre le niveau d'accès.

RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR LORS DE L'UTILISATION DE PEMP

La conduite des PEMP (Plate-forme Elévatrice Mobile de Personne) est subordonnée à l'obtention d'une **autorisation de conduite** délivrée par le chef d'entreprise attestant de la formation et de l'aptitude médicale des opérateurs.

Le matériel sera **conforme** et à jour des contrôles réglementaires.

5 SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER

5.1 INTERFERENCES AVEC UN ETABLISSEMENT EN ACTIVITE SUR LE SITE OU AU VOISINAGE

Le site en activité sera une contrainte forte pour garantir la sécurité des personnes, des ouvrages, des équipements.

Ce chapitre concerne les opérations en milieu occupé et ne s'appliquera qu'en cas de mise à disposition anticipée d'une partie de l'ouvrage à l'exploitant.

En cas d'occupation anticipée de certains bâtiments, les zones livrées seront rendues closes et indépendantes du chantier. Un accès spécifique pour ces zones sera réalisé et clôturé.

Aucune intervention des entreprises dans ces zones ne sera possible après livraison.

En cas d'intervention exceptionnelle, celle-ci se fera sous la responsabilité de l'exploitant.

En conséquence, un plan de prévention sera établi entre l'exploitant et chaque entreprise intervenante, conformément au décret du 20/02/92. (Etablissement utilisant du personnel)

DELIMITATION DU CHANTIER - MATERIALISATION DES ZONES DANGEREUSES

Le chantier devra être rendu clos et indépendant de la partie de l'établissement dans lequel il se déroule, ou d'un établissement voisin, maintenu en activité, par une clôture de chantier.

En règle générale, l'accès aux zones de l'établissement en activité, ou à l'établissement voisin, sera interdit au personnel du chantier. Lorsque cet accès sera rendu nécessaire, le responsable de l'établissement concerné en précisera les conditions pratiques telles que les horaires, les itinéraires, les zones interdites, la matérialisation des zones dangereuses, l'accompagnement, les consignes, etc.... Il communiquera par écrit au maître d'ouvrage, au maître d'oeuvre et au coordonnateur SPS ces conditions d'accès.

CONTRAINTES D'ORGANISATION LIEES A L'ACTIVITE DE L'ETABLISSEMENT

Toutes les entreprises seront soumises aux contraintes imposées par le site en activité :

- maintien des accès, des sorties secours, des circulations, des horaires d'ouverture et fermeture, etc... Toutes les zones en travaux seront clôturées, dans la mesure du possible pour éviter la co-activité.

A défaut, des aménagements seront organisés en concertation avec l'exploitant pour permettre les travaux sans bloquer les activités du site.

DOCUMENTS ET CONSIGNES REMIS PAR LE CHEF D'ETABLISSEMENT EN ACTIVITE APPLICABLES AU CHANTIER

Procédures

Permis de feu

Tout travaux par points chaud fera l'objet au préalable d'une demande de permis de feu par les entreprises au responsable de l'établissement.

Le document sera signé par les deux parties.

Consignation des réseaux

La consignation des réseaux se fera sur demande des entreprises au chef d'établissement.

La consignation d'un réseau par l'établissement fera l'objet, d'un document remis à l'entreprise qui en fera la demande pour permettre son intervention.

6 MESURES GENERALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT

6.1 CANTONNEMENTS ET NETTOYAGES DES CANTONNEMENTS

Se reporter aux chapitres précédents

6.2 NETTOYAGES DE CHANTIER :

Préciser, en accord avec le MO et le MOE, l'entreprise qui est chargée du nettoyage du chantier, rappeler la périodicité exigée pour le bon ordre et la salubrité du chantier.

Préciser, en accord avec le MO et le MOE, l'entreprise qui est chargée du nettoyage des locaux sanitaires (WC)

Ces travaux peuvent être l'objet d'un lot confié à une entreprise de nettoyage ou affectés à une ou des entreprises du chantier.

Se reporter aux chapitres précédents

6.3 BENNES ET ENLEVEMENT DES DECHETS

Le plan élaboré par le MOE précise l'emplacement prévu pour les bennes à déchets. Préciser, en accord avec le MO et le MOE, l'entreprise qui est chargée de ces bennes.

Dans le cas de bennes de grandes tailles (hautes) demander les modalités d'accès à la benne soient précisées par l'entreprise qui en est chargée et rappeler ces conditions ici.

Se reporter aux chapitres précédents

7 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPERATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'EVACUATION DES PERSONNELS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIERE

7.1 Procédure d'organisation des secours

APPEL DES SERVICES D'URGENCE - MOYEN D'APPEL - CONSIGNE AUX INTERVENANTS

Les numéros d'appel des services d'urgence seront affichés sur le chantier et mentionnés sous forme de consigne, dans le PPSPS de chaque entreprise.

Ces numéros ainsi que la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incendie, seront communiqués à chaque salarié y compris intérimaire, lors de l'accueil sécurité à son arrivée sur le chantier et affichés dans les locaux affectés aux travailleurs.

Un moyen d'appel de secours sera à disposition, en permanence, sur le chantier.

ACCES DES SECOURS AU CHANTIER – MOYEN D'EVACUATION - PLAN DE SECOURS

Toutes dispositions doivent être prises pour faciliter :

- **l'intervention** des secours et diminuer le délai de leur intervention.
- **l'évacuation** rapide des victimes, y compris par des moyens spécifiques et particuliers si les travaux l'exigent. Le chantier sera clairement identifier, ses accès seront repérés et balisés.

Si nécessaire, des accès au chantier et des voies de circulation sur le chantier seront réservés aux secours. Elles seront dégagées en permanence et parfaitement circulables.

SAUVETEURS - SECOURISTES DU TRAVAIL (SST) - TROUSSE DE SECOURS

Des mesures appropriées doivent être prises pour donner rapidement les premiers secours à toute personne blessée au cours du travail.

Pour ce faire il convient d'affecter au chantier un nombre suffisant de sauveteurs secouristes du travail (SST) (recommandation

CARSAT : 10% de l'effectif présent), correctement répartis sur l'ensemble des zones de travaux.

Le PPSPS de chaque entreprise précisera la liste des secouristes, à jour de leur recyclage, présents sur le chantier.

TROUSSE DE PREMIERS SOINS

Chaque entreprise doit prévoir sur son chantier les moyens d'assurer les premiers soins à une personne blessée. Une trousse de premier secours doit être à disposition, sous la responsabilité d'une personne formée au Sauvetage Secourisme du Travail.

TRAVAILLEURS ISOLES

Rappel : un travailleur isolé est celui qui effectue une tâche, dans un environnement de travail, où il ne peut-être vu ou entendu directement par d'autres et où la probabilité de visite est faible.

L'entreprise recherchera, autant que possible, les moyens **d'éviter** ces situations de travail.

En cas d'impossibilité, dans le cadre de son analyse de risque, l'entreprise **définira** dans son PPSPS les moyens organisationnels mis en oeuvre pour assurer la sécurité du travailleur isolé (moyens d'alerte - DATI, moyens de surveillance, organisation particulière, etc...)

EN CAS D'ACCIDENT DU TRAVAIL : MODELE DE CONSIGNE A L'ATTENTION DES ENTREPRISES

Afin que toute personne blessée sur le chantier soit secourue dans les meilleures conditions, des consignes spécifiques au chantier pour l'alerte des secours doivent être établies et portées à la connaissance et appliquées par tous les intervenants du chantier.

EN CAS D'ALERTE CYCLONIQUE

Dès annonce du décret préfectoral, les directives spécifiques à cet évènement climatique devront être respectées à la lettre.

Une procédure devra être mise en place par les entreprises concernées afin de définir les dispositions à prendre sur le chantier pour cette période.

L'alerte cyclonique, déclenchée sur décision du préfet, comprend quatre phases (dont deux phases d'alerte proprement dites) :

- ✓ Vigilance cyclonique : Mise en garde contre le péril cyclonique. Une perturbation tropicale évolue sur la zone et constitue une menace potentielle pour La Réunion dans les jours à venir. A ce stade, la vie continue normalement, mais toutes les mesures préventives doivent être prises.
- ✓ Alerte orange : Danger dans les 24 heures à venir.
- ✓ Alerte rouge : Danger cyclonique imminent. Fermeture des établissements publics et privés. Interdiction totale de circuler et de sortir de chez soi. Le passage en alerte rouge est précédé d'un préavis de 3 heures.
- ✓ Fin de menace cyclonique : Danger cyclonique écarté

8 MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

8.1 Modalités pour chantier soumis à la constitution d'un Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT)

Sans objet

8.2 Modalités pour chantier non soumis à C.I.S.S.C.T.

Art. L. 4121-5-. Lorsque dans un même lieu de travail les travailleurs de plusieurs entreprises sont présents, les employeurs coopèrent à la mise en oeuvre des dispositions relatives à la santé et à la sécurité au travail.

Chaque entrepreneur a pour obligation :

- de communiquer au maître d'ouvrage, au maître d'oeuvre et au coordonnateur SPS les noms et coordonnées des sous-traitants auxquels il envisage de confier des travaux.
- de transmettre un exemplaire du Plan Général de coordination, ainsi que les mises à jour, à chacun de ses sous-traitants.

PPSPS

Rappel des dispositions du code du travail : sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous-traitantes, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit avant l'inspection commune, un projet de plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS). Ce plan est communiqué au coordonnateur SPS. Il est examiné lors de l'inspection commune et s'il fait l'objet de demande de modifications, celles-ci sont apportées par l'entreprise, sous un délai maximum d'une semaine. Le document mis à jour est communiqué au coordonnateur SPS, dans les 8 jours.

INSPECTION COMMUNE

Rappel des dispositions réglementaires : l'inspection commune est obligatoire avant l'intervention de chaque entreprise sur le chantier.

En cas de sous-traitance de tout ou partie des travaux, l'entreprise doit obligatoirement participer à l'inspection commune avec chacun de ses sous-traitants.

PRESTATAIRES DE SERVICE

Les utilisateurs de prestataires de services devront impérativement intégrer les méthodologies d'exécution et mesures de préventions de ceux-ci à leur P.P.S.P.S.

PROTOCOLES OU CONVENTIONS INTERENTREPRISES

Des conventions interentreprises pourront fixer les conditions de mise à disposition de matériels, les conditions de son utilisation spécifique et les moyens convenus pour leur rémunération entre les entreprises.

Ces conventions ne peuvent en aucun cas avoir pour effet de faire échec aux dispositions du présent PGC.

Ces conventions peuvent concerner l'ensemble des entreprises du Chantier (c'est en général le cas des conventions qui régissent le compte "prorata") ou ne concerner que deux entreprises. (protocole de mise à disposition d'engins).

SOUS-TRAITANCE

Dès lors qu'un entrepreneur envisage de sous-traiter une partie des ouvrages qui lui est confiée à un sous-traitant, cet entrepreneur est tenu de communiquer le P.G.C. et de l'informer :

Que l'opération est soumise à P.G.C.

Que ces entrepreneurs auront l'obligation d'en respecter les règles, de participer avant toute activité sur le chantier à l'inspection commune avec le coordonnateur SPS, d'établir un P.P.S.P.S. et de le remettre avant toute intervention sous peine d'exclusion du chantier.

Ces obligations sont applicables quel que soit le rang du sous-traitant

INTERIMAIRES

Toute entreprise qui emploie du personnel intérimaire doit s'assurer de l'aptitude des travailleurs à effectuer les travaux qui lui seront confiés d'une part, et veiller à la formation à la sécurité de ce personnel qui reste soumis à l'autorité hiérarchique de l'entreprise qui a recours à l'emploi d'intérimaires.

8.3 Clauses à insérer dans les marchés de travaux et de maîtrise d'œuvre

Indépendamment des mesures qui seraient reprises dans les chapitres précédents dans le PGC et des mesures prises en réunion de coordination SPS, le coordonnateur peut avoir intérêt à faire insérer dans les marchés des entreprises d'une part ou les marchés de maîtrise d'œuvre d'autre part un minimum de clauses qui faciliteront la mise en œuvre du dispositif de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

8.4 Sous-traitance

Dès lors qu'une entreprise envisage de sous-traiter une partie des ouvrages qui lui est confiée par un entrepreneur titulaire ou lui-même sous-traitant du titulaire, cet entrepreneur est tenu conformément à l'article R 238-20 du code du travail de communiquer le P.G.C. et de l'informer :

1. Que l'opération est soumise à P.G.C.
2. Que ces entrepreneurs auront l'obligation :
 - a) d'en respecter les règles
 - b) de participer avant toute activité sur le chantier à l'inspection commune avec le coordonnateur SPS
 - c) d'établir un P.P.S.P.S. et de le remettre avant toute intervention sous peine d'exclusion du chantier

Ces obligations sont applicables quel que soit le rang du sous-traitant

Attention : conformément à la Loi du 31 décembre 1975 (dont les dispositions sont d'ordre public) il ne nous est pas possible de limiter la sous-traitance au niveau d'un P.GC.

Notre seul objectif en ce domaine est d'obtenir les moyens du maître d'ouvrage (au plan contractuel - contrat avec les entreprises et organisationnel contrôle d'accès) qui dispose de l'autorité nécessaire pour fixer les éventuelles règles du jeu en la matière au niveau notamment du C.C.A.P.

8.5 Intérimaires

Toute entreprise qui emploie du personnel intérimaire doit s'assurer de l'aptitude des travailleurs à effectuer les travaux qui lui seront confiés d'une part et veiller à la formation à la sécurité de ce personnel qui reste soumis à l'autorité hiérarchique de l'entreprise qui a recours à l'emploi d'intérimaires.

Attention : le recours au personnel intérimaire est de plus en plus fréquent et peut être une source d'accident non pas en droit mais du fait que ces personnes sont parfois peu qualifiées et surtout non formées suffisamment au niveau de la sécurité. Enfin s'ajoute en général le facteur de la non connaissance du site et de l'environnement du chantier.

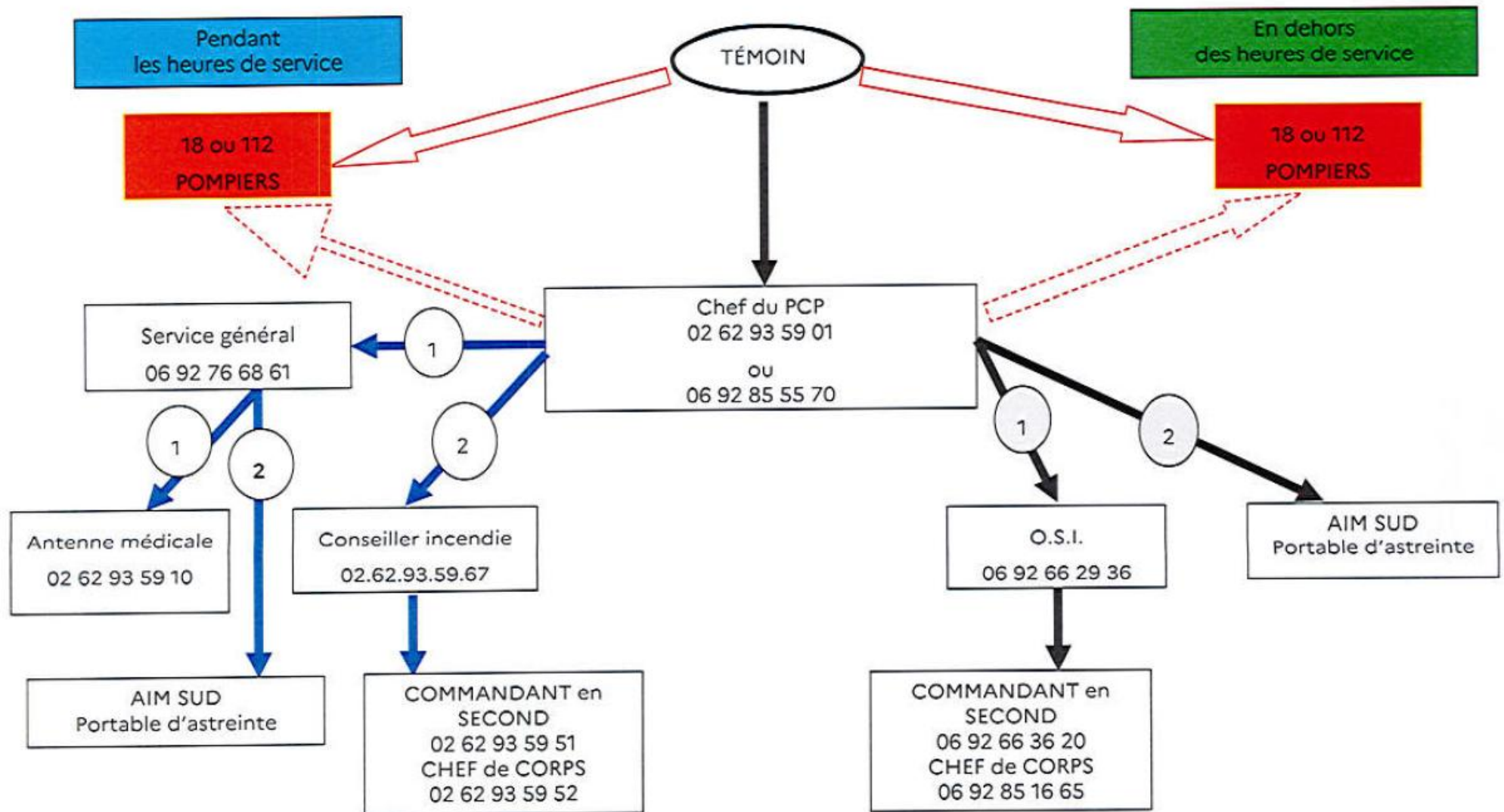
9 ANNEXES AU P.G.C.

ANNEXE 1 : SCHEMA DE LA CHAINE D'ALERTE CASERNE DUPUIS

ANNEXE 2 : MESSAGE APPEL DES SECOURS

ANNEXE 1 : SCHEMA DE LA CHAÎNE D'ALERTE CASERNE DUPUIS

SCHEMA FONCTIONNEL de la CHAÎNE « ALARME -ALERTE » à la caserne CBA DUPUIS



DANS TOUS LES CAS, ACCUEIL DES POMPIERS : à défaut par le PERSONNEL DE SERVICE ou le TÉMOIN

CHANTIER : 2è RPIMa-CBA DUPUIS
Réhabilitation bâtiment 010

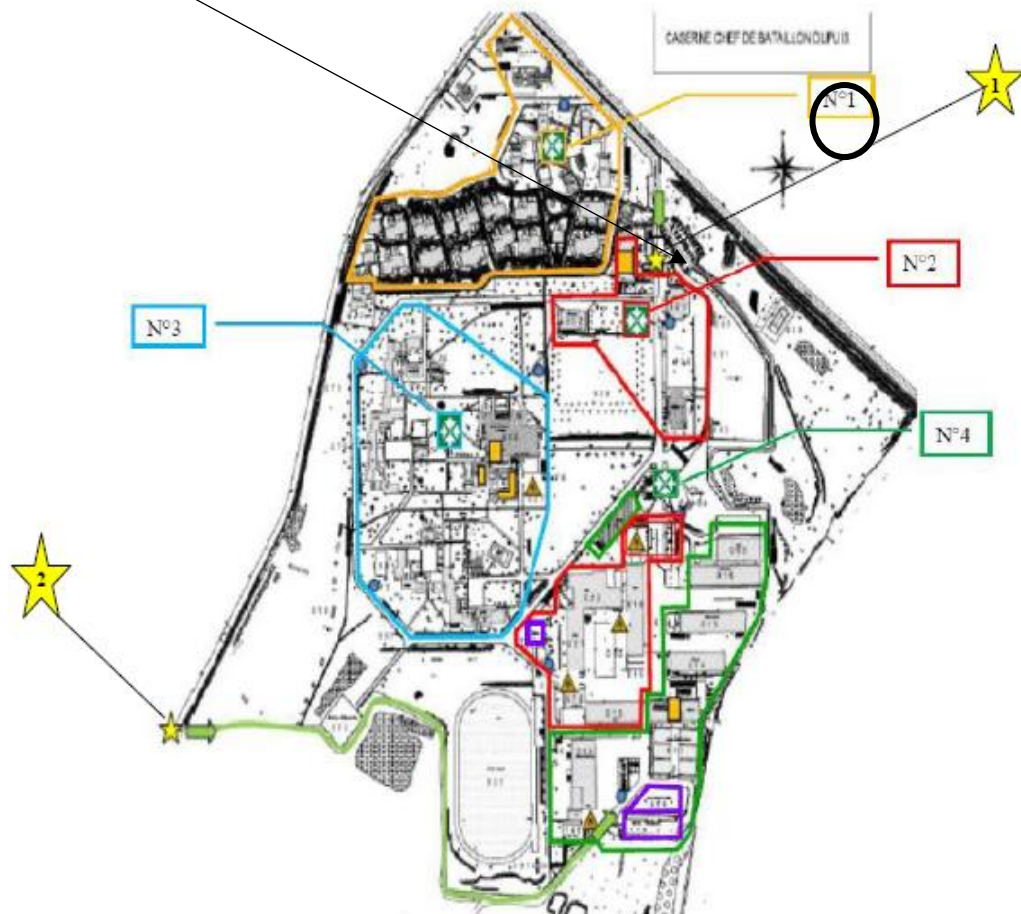
APPEL DES SECOURS

Vous êtes ICI : O

ZONE : BAT 010



DAE > RDC BAT 010



Appelez le Sauveteur Secouriste du Travail

Téléphonez au :

18 **112** **15**
POMPIERS **CENTRE D'APPELS SECOURS** **SAMU**

et dites...

1 Ici chantier

BATIMENT 010 – 2ème RPIMa-CBA DUPUIS - PIERREFONDS

2 Précisez la nature de l'accident

3 Signalez le nombre de blessés et leur état

4 Décrivez l'intervention du secouriste

5 Fixez un point de rendez-vous > Entrée PCP

6 Faites répéter le message

7 Puis Téléphonez au PCP

Poste de Commandement Principal : 0262 93 59 01 / 0692 85 55 70

Contacts sur site

Chargé sécurité : CABON Odile 0262 93 52 55